



Les agriculteurs doivent se mobiliser toute la semaine avec une première hier à la préfecture de la Marne.

# Des milliers d'euros d'aides en attente

Alors que l'année 2016 a déjà été très compliquée pour la plupart des agriculteurs, un certain nombre d'entre eux se retrouvent actuellement confrontés à des retards de paiement des aides compensatoires de la PAC (politique agricole commune)... 2015 ! Et cela concerne des sommes qui peuvent se chiffrer en plusieurs dizaines de milliers d'euros. *« Puisque l'administration est incapable de solder les dossiers 2015 et 2016 pour de sombres raisons infor-*

*matiques, qu'elle repasse par les outils qui fonctionnent, la calculatrice, la plume, et le chéquier »,* ironise la FNSEA, qui appelle à une mobilisation nationale cette semaine pour débloquer la situation.

Dans chaque département des délégations d'agriculteurs doivent être reçues en préfecture, comme ce fut le cas, hier, dans la Marne, un peu en avance sur le timing, ou alors aller devant les antennes locales de l'ASP (Agence de services et de paiement).

AISNE

# Le département « dans le brouillard »

Le débat d'orientation budgétaire, hier, au Conseil départemental de l'Aisne, a montré une nouvelle fois les difficultés financières de la collectivité. Les discours sont sombres.

L'automne est dans le ciel et la grisaille hante les esprits des élus du département de l'Aisne. Lors du débat d'orientation budgétaire, lundi 21 novembre, le président Nicolas Fricoteaux (UDI), au nom d'une certaine lucidité, n'y est pas allé par quatre chemins. « Nous sommes dans la plus grande incertitude, notre département est plongé dans le brouillard. La situation financière est clairement dramatique », a déclaré le président. Dans son colimateur, l'État, le gouvernement et la commission des finances qui ont décidé le 21 octobre dernier une nouvelle ponction des ressources des départements de l'ordre de 200 M €.

Dans un tel contexte d'incertitudes, le Département est contraint de rogner ses dépenses et ses investissements. D'où des choix, des sacrifices et des priorités. L'exemple de l'entretien des routes est éloquent. Les 5 428 kilomètres de route relevant du Conseil départemental de l'Aisne réclament à elles seules 26 M € de travaux par an. « On est obligés de se contenter d'une gestion curative plutôt que préventive », a regretté le président.

## UN ENDETTEMENT SÉVÈRE

L'économie de la loi NOTRe a été chiffrée à 2,3 M € en faveur du département. « Ce n'est pas à la mesure de nos besoins », a glissé le pré-



« Il faut tenir le cap de la responsabilité, de la lucidité et de la transparence », a affirmé le président Fricoteaux (à droite).

sident. Son département au potentiel fiscal très bas, dont la population cumule les difficultés sociales et économiques, affiche un endettement de 458 M €. L'encours de la dette a augmenté de 7 % en 2016, notamment à cause des indemnités de remboursement (21 M €) des emprunts dits « toxiques ».

Au final, 17 M € manquent au Département pour financer des programmes validés mais qui risquent d'être repoussés. L'élu divers gauche, Michel Potelet, s'est inquiété d'une présentation proche d'un « encéphalogramme plat ». Tout aussi pessimiste, l'élu communiste, Jean-Luc Lanouilh, a dé-

ploré un budget « qui s'enfoncé dans l'austérité et le marasme ». « Les conseils départementaux meurent à petit feu, l'asphyxie financière étouffe les besoins vitaux de notre population », a-t-il ajouté, fustigeant une « logique mortifère ». « Nous subissons les circonstances. Mais comment fait-on avec un État qui siphonne nos moyens ? », leur a répondu Thomas Dubebout, le porte-parole du groupe LR-UDI. Les mêmes difficultés et fatalement le même débat reviendront à coup sûr le 5 décembre, lors de la prochaine séance et surtout en janvier pour le vote du budget 2017. ■ NL

## LES AUTRES POINTS

### Un moratoire sur l'éolien

L'assemblée départementale a émis plusieurs vœux, dont un moratoire sur le développement de l'éolien, « afin d'analyser concrètement les conséquences du déploiement de cette énergie à l'échelle du département ». Les cosignataires, Isabelle Iltelet et Pascal Tordeux, évoquent « une concentration excessive des machines et le mitage incohérent des implantations en dehors de tout cadre de concertation globale ». Cette prise de position vient renforcer celle du président des Hauts-de-France, Xavier Bertrand, hostile à une prolifération des éoliennes. Un schéma régional d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires doit être élaboré d'ici 24 mois.

### Inquiétudes sur le Paris-Laon

Les élus du Soissonnais ont fait part de leur vive préoccupation quant au maintien de la ligne ferroviaire Paris-Laon. Ils en appellent à l'État et à la SNCF pour assumer leurs obligations d'entretien de cette voie ferrée. La ligne Laon-Paris est empruntée chaque jour par 6 000 voyageurs.

### Soutien aux agriculteurs

La communication du conseil départemental sort une édition spéciale distribuée aux Axonais à partir du lundi 28 novembre sur le soutien aux agriculteurs locaux. C'est l'occasion, dans cette publication, de mettre en lumière tous les produits et de promouvoir les circuits courts. Après le maroilles et le champagne, une demande d'une 3<sup>e</sup> AOC concerne les producteurs du Brée.

le 22/11

**AISNE**

## **Daudigny et la Sécurité sociale**

Au Sénat, Yves Daudigny, sénateur PS de l'Aisne, est intervenu sur la situation de la Sécurité sociale revenue à l'équilibre, l'occasion d'un « message de confiance, aux plus jeunes en particulier qui ont pu douter de leurs futures retraites, de la solidité de notre système de soins » et de mettre fin à « la plus insupportable des injustices consistant à demander à nos enfants et petits-enfants de payer, en plus des leurs, le remboursement de nos feuilles de maladie ».



# L'Aisne va devoir encore se serrer la ceinture

**LAON** Hier, le débat d'orientation budgétaire a débouché sur la nécessité de faire des économies.

**V**oilà un projet de loi de finances qui n'arrange pas les affaires du Département. Hier, lors du débat d'orientations budgétaires, Nicolas Fricoteaux, le président du conseil départemental, a rappelé que l'article 14 du projet de loi de finances 2017 privait la collectivité de 1,6 million d'euros. « Même si certains tentent de relativiser les difficultés, construire un budget en 2017 n'a hélas plus grand-chose à voir avec 2015. Et nous sommes dans le brouillard quant au fonds de secours exceptionnel de 200 millions d'euros annoncé par le ministre Baylet. Par ailleurs, il n'est pas question de toucher à la fiscalité. Pour information, le potentiel fiscal par habitant et par an est de 368 euros dans l'Aisne, quand il est de 477 dans la Somme et 491 euros dans l'Oise. Pour ce qui est de la dette, si nous ne la maîtrisons pas, elle finirait par

nous paralyser. Notre situation financière est dramatique, nous devons faire avec le principe de réalité. Sachez aussi que certaines banques refusent désormais de nous prêter de l'argent », a lancé le président.

## « LES DÉPARTEMENTS VONT MOURIR À PETIT FEU SI CELA CONTINUE »

Pour 2017, il est prévu une baisse de 15 % des aides aux associations sportives et culturelles, une action sociale qui va devoir être maîtrisée avec une meilleure gestion du RSA, l'amélioration de l'insertion, entre autres. Pour l'opposition, notamment Jean-Luc Lanouilh, c'est l'inquiétude qui règne. « Quand va-t-on comprendre que l'austérité mène à la catastrophe ? Les Départements vont mourir à petit feu si cela continue. Même si nous avons encore des incertitudes concernant le budget, nous avons des données structurelles. Je constate donc que nous passons de

88,5 millions d'euros d'investissements en 2016 à 69 millions en 2017. Et un Département qui n'investit plus, c'est qu'il n'a plus de projets. Baisser l'emprunt oui, mais il ne faut pas le diaboliser car il peut être au service de l'investissement public. Et pour les banques, font-elles encore leur métier ? Mon sentiment c'est que le budget 2017 sera atone. » Pour le FN, Franck Briffaut a pointé du doigt le manque de fiabilité des engagements de l'État et l'attente trop longue des choix de la Région. « Je ne veux pas me joindre au corbillard sur l'existence du Département, mais il faut dire que sans la compétence économique qui pouvait faire levier sur l'action sociale – que nous avons gardé – les marges de manœuvre sont étroites. En plus, nous sommes plombés par les emprunts contractés à un taux élevé il y a quelques années, par certains, ce qui rend impossible toute possibilité d'emprunter, alors que les taux sont bas. »

Conscient des réalités, le président Fricoteaux a ajouté que l'objectif était de tenir les engagements. Le budget départemental sera à l'ordre du jour début 2017. D'ici là, chacun espère que certaines incertitudes financières, liées au transport scolaire, par exemple, ou au fonds d'aide exceptionnelle seront levées. ■

SAMUEL PARIGNEAUX

## MARIE-CHRISTINE GILLIOT À LA PAROLE

Hier, chacun scrutait Marie-Christine Gilliot, l'élue qui a quitté le FN. Elle s'est placée à l'opposé de ses ex-alliés. Une dissidence qui a libéré sa parole, puisqu'elle n'a jamais autant parlé. Son collègue PS, Thierry Delerot, certainement peu habitué à l'entendre, lui a fait remarquer après une énième question : « Nous ne sommes pas en formation continue, les dossiers se travaillent en amont chère Madame. » La jeune conseillère s'est interrogée sur plusieurs dossiers, dont le débat d'orientation, où elle est venue mettre le conseiller Front de gauche Jean-Luc Lanouilh, au pied du mur. « Comment envisagez-vous une politique de relance actuellement, vu le contexte économique ? » L'élue chaenois a indiqué qu'il pensait à une relance nationale et non locale, ce qu'il n'avait pas forcément précisé au premier abord.



## SOUS LA PLUME DE MAURICE

### « SARKO, C'EST COMME UNE EX »

Le jeune adjoint au maire, Thomas Dudebout, était un soutien de Nicolas Sarkozy pour le premier tour de la primaire de la droite et du centre. « Sarko, c'est comme une ex pour qui on pense ne plus avoir de sentiments et quand on la croise dans la rue on ressent encore quelque chose. »

Il n'y a pas à dire, l'élu a le sens de la formule. La métaphore peut être filée. Comme une ex qui est parti avec une batterie de casseroles qu'il faudrait penser à payer.

### PERSONA NON GRATA

La primaire de la droite était ouverte à tous les citoyens. Il suffisait de s'acquitter de deux euros et de signer la charte d'adhésion aux valeurs de la droite. Un peu avant 19 heures, Marion Saillard (fille de la conseillère municipale frontiste Sylvie Saillard et élue départementale FN à Guise) est arrivée. Pour voter ? Nul ne le saura jamais. Elle a été fraîchement accueillie. Et après avoir simplement déclaré qu'elle voulait assister au dépouillement, elle est très vite repartie.

### UN ÉCOLO À LA PRIMAIRE

Michel Magniez, encarté au parti Europe Écologie Les Verts,

a voté à la primaire de la droite et du centre dimanche 20 novembre. « Je suis encarté mais je ne suis pas un homme politique. Je suis attaché à mon parti mais aussi à mon pays », explique-t-il. Le trentenaire a donc signé la charte d'engagement aux valeurs républicaines de la droite. « Ces valeurs ne sont ni de droite, ni de gauche. » Il a donc choisi le candidat « le moins mauvais », comme il le dit. Qui, entre nous, était une candidate.

# "Dans les Hauts-de-France, on n'a pas de pétrole mais on a du vent"

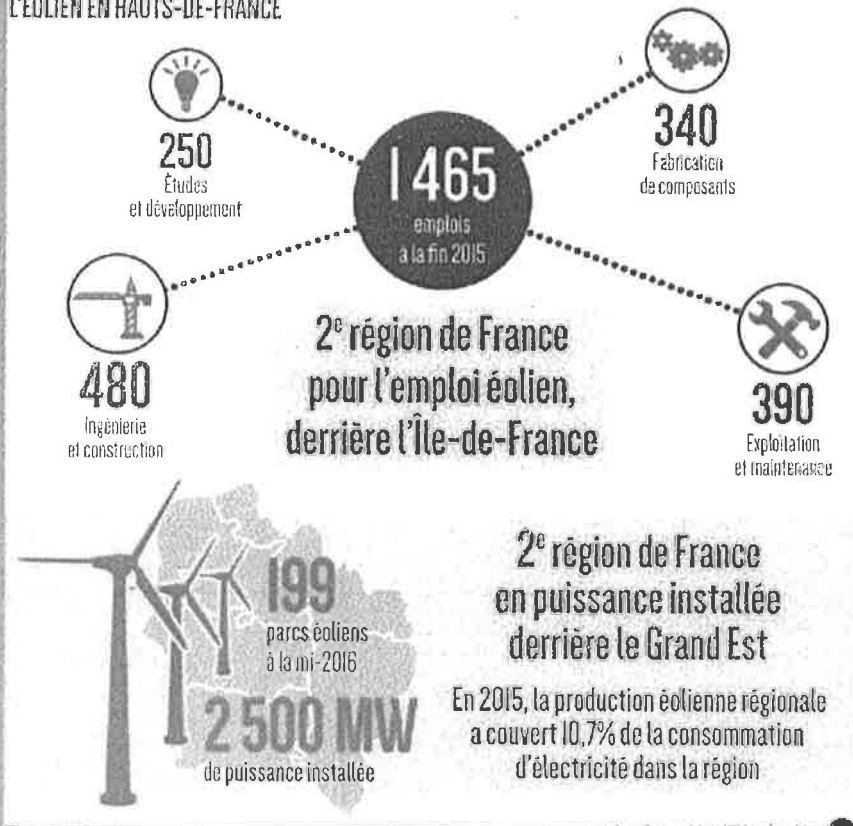
Chiffres de l'emploi à l'appui, les entreprises régionales de l'éolien défendent cette filière. Du côté de la Région, on estime qu'il y a assez d'éoliennes.

Notre région n'a pas de pétrole, mais elle a du vent», s'exclame Gilles Pargneau, député européen socialiste de la circonscription Nord-Ouest (Normandie et Hauts-de-France). Le mois dernier à Amiens, il était invité par des membres de France Énergie éolienne (FEE), l'association qui représente les professionnels de la filière éolienne. Il a pris le contre-pied de la position du président (Les Républicains) de Région, Xavier Bertrand, et de son vice-président Philippe Rapeneau, qui trouvent qu'on a construit suffisamment de parcs éoliens dans les Hauts-de-France.

«4 MILLIARDS D'EUROS EN DIX ANS»  
Face à l'exécutif régional, les industriels de l'éolien évoquent l'argument de l'emploi, en plus de celui du développement durable. D'après l'Observatoire de l'éolien 2016, commandé par FEE et mené par le cabinet BearingPoint, la filière éolienne représentait 1465 emplois en Hauts-de-France à la fin 2015. Ce qui fait des Hauts-de-France la deuxième région pour l'emploi éolien, derrière l'Île-de-France. «À ces 1465 emplois directs, il faut ajouter ceux, indirects, des entreprises de bâtiments et travaux publics, de prestataires en électricité, etc.», continue l'eurodéputé Gilles Pargneau.

«La filière éolienne a investi 4 milliards d'euros en dix ans dans le Nord-Pas-de-Calais-Picardie, assure Gilles Pargneau. Et elle injectera 3 milliards supplémentaires dans les dix ans à venir, pour construire les 2000 MW de plus prévus en puissance installée. Sur trente ans, 7 milliards d'euros seront investis, en plus, pour la maintenance de ces parcs éoliens dans la région», annonce Ralf Grass, délégué de FEE pour la région Nord. Qui avance un autre argument, celui des taxes fiscales : «Les éoliennes ont rapporté 33 millions d'euros en 2016 aux communautés

## L'ÉOLIEN EN HAUTS-DE-FRANCE



de communes. Ensuite, à partir de 2020, cela rapportera 59 millions d'euros par an.»

### «PAS DE POLITIQUE»

«L'éolien a une place tout à fait pertinente dans le mix énergétique», indique Pauline Le Berre, déléguée générale de France Énergie éolienne (FEE). «Notre objectif est de continuer à développer

cette filière qui respecte l'environnement, la loi, et les objectifs de l'État, déclare Roy Mahfouz, président de l'entreprise amiénoise H2Air, et membre du conseil d'administration de FEE. Nous ne nous plaçons pas sur le terrain politique, mais industriel.»

La loi de transition énergétique pour la croissance verte prévoit d'atteindre une part de 40% d'énergies renouvelables dans le mix électrique français d'ici 2030. «Si on freine le développement de l'éolien, on n'atteindra pas cet objectif», craint Roy Mahfouz.

«Les parcs éoliens rapportent des taxes, c'est normal», balaye Philippe Rapeneau. Quant à l'emploi, le vice-président de la Région en charge du développement durable relativise les chiffres indiqués par FEE : «La plupart sont

dans la maintenance, et il n'y a aucune raison que ces emplois disparaissent. Par ailleurs, aucune éolienne n'est fabriquée en Hauts-de-France. L'allemand Enercon, près de Compiègne, ne fabrique que des mâts.»

### VERS UNE DÉLIBÉRATION-CADRE

«Si on n'était pas dans le respect des engagements sur l'éolien, on pourrait nous le reprocher», ajoute-t-il. «Or ce n'est pas le cas. Je proposerai, fin novembre, au conseil régional, une délibération-cadre sur les énergies renouvelables. Il en existe d'autres. Je ne vais pas supprimer les éoliennes et on n'a pas le pouvoir de geler les projets, conclut-il. Je relaie les positions des riverains, des associations, qui me disent "Stop aux éoliennes"». ■ DOMS DÉSOLÉS

## POINT DE VUE

«On en a largement assez fait»

PHILIPPE RAPENEAU  
VICE-PRÉSIDENT DU CONSEIL RÉGIONAL



«La Région a fait sa part en matière d'éoliennes. Selon les chiffres fournis par RTE (Réseau de transport d'électricité), il y a 2 328 MW (mégawatts) en puissance installée dans les Hauts-de-France. À raison de 2,2 à 2,4 MW par mât, cela fait 1 000 éoliennes pour 267 parcs éoliens (NDLR : des chiffres différents de ceux de France Énergie éolienne). On est à 22% de la puissance installée totale en France, soit 1/5\* alors qu'il y a 13 Régions. Par rapport au plan de raccordement éolien, on est dans les clous : outre les 2 328 MW de puissance installée déjà construits, on a 1 150 MW déjà autorisés et en cours de construction, plus 1 500 MW autorisés et pas encore en construction. Cela fera 1 100 éoliennes supplémentaires, soit plus de 2 100 éoliennes dans les Hauts-de-France, donc 1 000 MW de plus que ce qui était prévu pour 2020. Il n'y a pas que l'éolien terrestre : pourquoi ne pas développer l'éolien offshore, s'il est suffisamment éloigné des côtes ? Il existe d'autres énergies renouvelables : le solaire, l'hydrolien, la géothermie, etc. L'énergie éolienne pose des problèmes environnementaux et l'électricité qu'elle produit coûte cher. Nous pouvons développer d'autres énergies qui créeront aussi des emplois.»

sur le web

LUNDI.FR/LAROCHEFR

RETROUVEZ NOS INFOS, LES PHOTOS, LES VIDEOS, ET PLUS...

### QUEL AVENIR POUR WINDLAB ?

Faut-il s'inquiéter pour le centre de formation aux métiers de l'éolien Windlab, situé à Amiens ? La structure avait été créée par la Région Picardie, sous majorité socialiste. «70 stagiaires ont été formés en deux ans», avance-t-on chez France Énergie éolienne. «Sur 63 stagiaires interrogés, 100% ont trouvé un emploi, dont 73% dans l'éolien. Et dans ceux qui travaillent dans l'éolien, 81% ont un emploi dans les Hauts-de-France». «Une formation sert à trouver un emploi», réplique Philippe Rapeneau, vice-président de la Région. «On répond à une demande. Si un jour, les emplois sont ailleurs, on n'aura pas besoin de cette formation et on organisera d'autres formations.»

# La droite castelle au rendez-vous

Le 22/11/17

**CHÂTEAU-THIERRY** On la disait moribonde. La droite traditionnelle a montré qu'elle pouvait mobiliser.

**G**illes Bouvry, le responsable des Républicains pour la cinquième circonscription de l'Aisne, n'en revient toujours pas. L'affluence dans les 19 bureaux de la circonscription a dépassé toutes les espérances. « À Château-Thierry, nous n'avions qu'un bureau de vote au 8, rue du Château et qu'un seul isoloir. La queue allait jusque dans les rues et dépassait les trente minutes. Je vais demander un deuxième isoloir pour dimanche prochain. » Il précise que malgré ses conditions difficiles tout s'est bien passé, sans incident. « Nous avons eu aussi des problèmes de communication. À Mont-Notre-Dame, le réseau ne passe pas alors impossible de communiquer les résultats. Heureusement le maire nous a prêté le téléphone de la mairie. »

« Je suis venue voter pour éliminer Nicolas Sarkozy »

Une militante de gauche

La bonne ambiance, c'est ce que confirme une ancienne élue castelle de gauche venue voter dimanche (elle souhaite rester anonyme) mais qui déplore tout de même l'absence de la charte « Il faut la signer mais on ne peut pas la lire, c'est un peu léger ! Sinon j'ai été très bien accueillie. » Elle poursuit : « Je suis venue voter pour éliminer Nicolas Sarkozy. Je ne voulais pas avoir le choix entre Sarkozy et Le Pen en juin prochain. L'objectif est atteint, je n'irai pas voter au second tour, c'est l'affaire des militants de

droite. Je me réserve pour la primaire de la gauche. »

L'objectif pour Gilles Bouvry c'est de régler tous les problèmes logistiques avant dimanche : téléphone, Wi-fi et pourquoi pas un deuxième bureau. ■

PROPOS RECUEILLIS PAR PASCAL FROIDEFOND

## LES RÉSULTATS EN VILLE

à Château-Thierry, 1027 castels se sont déplacés pour les primaires malgré le vent et l'attente. Comme partout ailleurs François Fillon est arrivé largement en tête.

Votants : 1027. Exprimés : 1025.  
F.Fillon : 467 (45,56 %) ; A.Juppé : 256 (24,97 %) ; N.Sarkozy 234 (22,82 %) ; B.Le Maire 32 (3,12 %) ; N.Kosciusko 17 (1,65 %) ; J.F.Poisson 15 (1,46 %) ; J.F.Coppé 3 (0,2 %).

## 3 QUESTIONS À...



ISABELLE VASSEUR  
SOUTIEN DE  
BRUNO LE MAIRE

« Je note une grande contradiction »

Bruno Le Maire n'a pas réussi à convaincre. Quand pensez-vous ? Les Français réclament un

renouveau dans le personnel politique et pourtant ils ont mis en tête les candidats les plus connus et expérimentés. Je note là une grande contradiction. J'ai soutenu Bruno Le Maire parce qu'il est jeune et je crois que nous avons besoin d'hommes comme lui.

Que pensez-vous du score de François Fillon ? C'est une très grande surprise. Il a été très bon dans les débats mais un tel écart c'était inimaginable. Il a la stature d'un homme d'État. Comme Bruno Le Maire, je le

soutiens sans réserve pour le second tour.

S'il est choisi comme candidat de la droite dimanche, est-ce que cela peut changer la donne pour les législatives ?

Les centristes de l'UDI soutiennent Alain Juppé. S'il ne gagne pas dimanche, on peut imaginer qu'ils pourraient remettre en cause le principe d'une candidature unique et unie de la droite aux législatives. En ce qui me concerne cela ne change rien je suis candidate pour les Républicains.

# LES DISCRETS SOUTIENS DE JUPPÉ ET FILLON

**SOISSONNAIS** Leurs champions sont arrivés en tête de la primaire de la droite, mais les responsables des comités de soutien locaux de Fillon et Juppé ont mené campagne sans faire de bruit.

## À SAVOIR

• **Les citoyens souhaitant soutenir François Fillon** peuvent contacter Didier Tocanne par téléphone au 03 23 59 60 37 ou par e-mail : didier.tocanne@wanadoo.fr.

• **Les citoyens souhaitant soutenir Alain Juppé** peuvent contacter par e-mail Bertrand Pointier (bertrand.pointier@juppe2017.fr) à Ressons-le-Long ou Sébastien Manscourt à Hartennes-et-Taux (sebastien.manscourt@juppe2017.fr).

**D**idier Tocanne, chef d'entreprise à la retraite, s'est investi auprès de François Fillon dès novembre 2015. Le responsable du comité de soutien de l'ancien Premier ministre à Soissons a dû composer avec des moyens limités, soit six personnes actives jusqu'à ces quinze derniers jours. « Ça a pris beaucoup de temps, mais les choses ont fini par se concrétiser avec le résultat de dimanche », s'enorgueillit le septuagénaire.

Si les résultats de François Fillon sont flatteurs sur la 4<sup>e</sup> circonscription de l'Alsne (46 %), et dans les trois bureaux de Soissons (hôtel de ville 51,95 % ; gare, 49,17 % ; gymnase Lamartine 41,52 %), la campagne a été assez discrète. Si l'on excepte les 1 800 tracts distribués dans les boîtes aux lettres, les soutiens du député parisien ont préféré faire campagne par téléphone ou via les réseaux sociaux (Facebook et Twitter). Cette semaine, il semblerait que l'on reste sur le

même mode dans la Cité du Vase d'autant que le QG national du candidat n'a « pas encore fourni de matériel » pour l'entre-deux-tours. Ses supporters envisagent de se voir entre eux, mais il ne devrait pas y avoir de réunion publique.

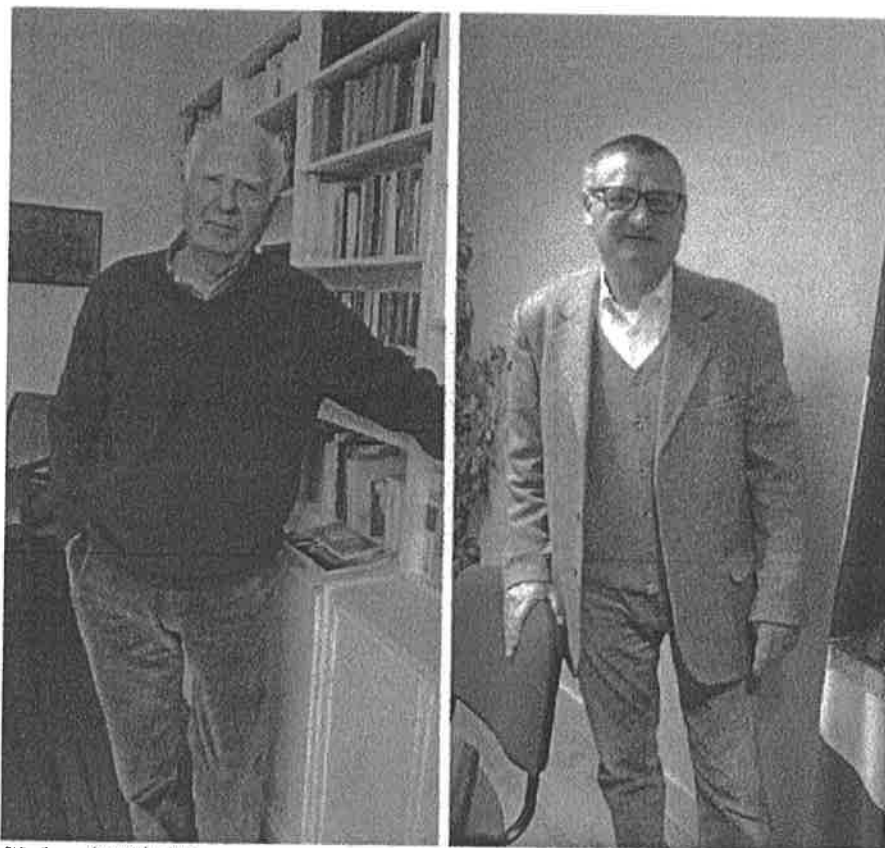
## RÉSERVE ASSUMÉE

De leur côté Bertrand Pointier à Ressons-le-Long et Sébastien Manscourt, maire d'Hartennes-et-Taux, ont plutôt joué la carte des réunions publiques sur le terrain (deux à Ressons, une à Villers-Cotterêts, une à Vailly et une à Oulchy), et effectué pas mal de mailing pour défendre Alain Juppé. Ils assument s'être volontairement abstenus de hâler le passant dans la rue. « On est allés une fois sur le marché de Soissons, commente Bertrand Pointier, mais je crois que les gens n'aiment pas trop les campagnes agressives avec collages d'affiches et distributions de tracts. »

Les soutiens d'Alain Juppé estiment que si le maire de Bordeaux a recueilli moins de suffrages que son concurrent direct sur la 4<sup>e</sup> circonscription, entre 18,07 % et 26,17 % selon les bureaux (21,54 % en moyenne), ce serait à cause d'électeurs qui ont cherché à évincer Nicolas Sarkozy avant tout en votant pour le troisième homme des sondages. Ils ne remettent donc pas en question leur méthode et ne prévoient pas non plus de nouvelles réunions publiques. ■

## HERVÉ MARTI








Voir les résultats de la 4<sup>e</sup> circonscription en page 13.



Didier Tocanne (à gauche) a dirigé la campagne de François Fillon, tandis que Bertrand Pointier (à droite) a promu la candidature d'Alain Juppé.



# RÉSULTATS DANS LES BUREAUX DE LA 4<sup>e</sup> CIRCONSCRIPTION

	 Jean-François Copé	 François Fillon	 Alain Juppé	 N. Kosciusko-Morizet	 Bruno Le Maire	 J.-Frédéric Poisson	 Nicolas Sarkozy
4 <sup>e</sup> circonscription	0,40%	46,00%	21,54%	1,79%	2,15%	1,29%	26,45%
Liez 1	1,20%	42,17%	21,69%	6,02%	3,60%	0,00%	25,3%
Liez 2	0,00%	37,40%	19,80%	2,29%	1,53%	0,76%	38,17%
Bléranecourt	0,00%	52,28%	19,09%	0,83%	2,49%	1,24%	24,07%
Vic-sur-Aisne	0,00%	49,67%	21,06%	1,20%	2,66%	2,00%	22,84%
Bellevu	1,04%	44,39%	21,67%	1,83%	2,61%	1,57%	26,89%
Crouy	0,00%	46,46%	21,81%	0,85%	1,98%	1,42%	27,20%
Sinceny	0,33%	46,23%	25,57%	1,31%	1,31%	1,31%	23,93%
Folembray	0,00%	48,11%	20,28%	1,42%	2,36%	0,47%	27,36%
Chauny 1	1,50%	49,55%	21,32%	1,50%	1,80%	0,30%	23,72%
Chauny 2	0,00%	38,74%	26,17%	0,52%	3,66%	1,57%	28,79%
Soissons Gymnase Lamartine	0,35%	41,52%	23,18%	2,77%	0,69%	1,38%	29,76%
Soissons Gare	0,56%	49,17%	18,06%	2,78%	1,67%	2,78%	25%
Soissons Hôtel-de-ville	0,53%	51,95%	21,13%	1,88%	1,59%	2,03%	20,84%

Les bureaux sont indiqués à 100%, car le reste est sans les bulletins valés.

L'union

22/11

POLITIQUE

# FILLON ET JUPPÉ : CE QUI LES RÉUNIT, CE QUI LES OPPOSE

Les finalistes de la primaire de la droite, François Fillon et Alain Juppé, s'opposent surtout sur le degré de libéralisme économique, l'immigration et l'attitude envers la Russie.

## 1 LES CHOIX SIMILAIRES

Les deux candidats allongeront l'âge légal de départ à la retraite de 62 à 65 ans, Juppé précisant que cela interviendra d'ici à 2026. Ils réduiront les allocations-chômage, par une dégressivité dans le temps pour Juppé, un plafonnement avec une dose de dégressivité pour Fillon. Ils veulent durcir la politique pénale et construire des places de prison (16 000 pour Fillon, 10 000 pour Juppé).

## 2 EMPLOIS PUBLICS : QUELLE PLONGE ?

Les deux veulent réduire les dépenses publiques (de 100 milliards d'euros en cinq ans pour Fillon, de 85 à 100 milliards d'euros pour Juppé), avec l'objectif d'un équilibre budgétaire à la fin du quinquennat et un outil : la réduction du nombre d'emplois publics, actuellement de 5,5 millions. Mais ils divergent sur l'ampleur de cette baisse : de 500 000 en cinq ans grâce à l'augmentation du temps de travail des fonctionnaires à 39 heures pour Fillon, de 200 000 à 300 000 en cinq ans grâce à des départs en retraite non remplacés pour Juppé.

## 3 FISCALITÉ : UN OU DEUX POINTS DE TVA

Les deux veulent réduire impôts directs et cotisations, sur les entreprises et les ménages, avec notamment la suppression de l'ISF (impôt de solidarité sur la fortune), la hausse du plafonnement du quotient familial, la réduction progres-

sive de l'impôt sur les sociétés. En compensation, ils veulent relever la TVA : de deux points pour Fillon, afin de compenser la suppression de la cotisation salariale maladie, d'un point pour Juppé pour compenser en partie la réduction des cotisations des entreprises destinées aux allocations familiales.

## 4 QUELLE DURÉE DU TRAVAIL ?

Les deux veulent supprimer les 35 heures et laisser aux entreprises le soin de négocier le temps de travail. Juppé maintient toutefois, à défaut d'accord, une durée légale, à 39 heures, tandis que Fillon supprime cette notion dans le secteur privé, laissant juste dans la loi la durée maximale de 48 heures.

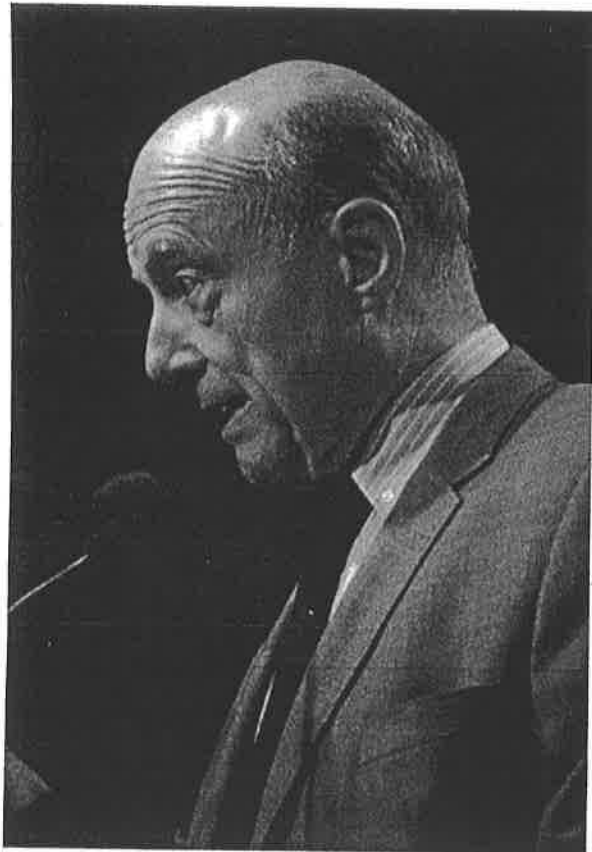
## 5 RUSSIE ET SYRIE : LA DIVERGENCE

Partisan de la fin des sanctions économiques contre la Russie, Fillon estime qu'il n'y a pas « d'autre choix que de nous tourner vers les Russes et le régime syrien pour éradiquer les forces de l'État islamique ». Critiquant « la fuite en avant » de la Russie en Syrie, Juppé juge qu'il « n'y aura pas de retour à la paix en Syrie avec Bachar al-Assad ».

## 6 IMMIGRATION ET DROIT DU SOL

Les deux proposent des quotas d'immigration et une réforme du regroupement familial. Fillon propose que le droit du sol (un jeune étranger né et élevé en France devient Français à sa majorité) ne soit plus automatique : la nationalité ne serait accordée qu'à la demande du

*M*



56 %

Selon un sondage OpinionWay publié hier, 56 % des personnes ayant voté au premier tour de la primaire, ont l'intention de voter pour François Fillon dimanche.

## LES RÉACTIONS

### Emmanuel Macron

L'ex-ministre de l'Économie et candidat à l'élection présidentielle a estimé qu'avec Alain Juppé et François Fillon, les électeurs avaient « le choix entre deux types de droite : le statu quo ou le retour en arrière ». Le programme de François Fillon est « caractérisé par ce qu'on appellerait un véritable conservatisme économique et social », a-t-il dit. « Margaret Thatcher, c'était la politique des années 80 au Royaume-Uni. Je pense que la France mérite mieux que cela. Et je pense que la France ne rentiera pas au XXI<sup>e</sup> siècle en faisant ce que la Grande-Bretagne a fait il y a trente-cinq ans. »

### Jean-Christophe Cambadélis

Pour le premier secrétaire du PS Jean-Christophe Cambadélis, avec Fillon, « la droite a choisi un candidat bien à droite, c'est le candidat ultra : ultra-conservateur, ultra-libéral, ultra anti-mariage pour tous, ultra-antisocial, il coche toutes les cases ».

### Jean-François Copé

« Je suis bien conscient que le faible nombre de voix que j'ai recueillies ne fera sans doute pas bouger la donne de manière spectaculaire pour Alain Juppé mais (cest) simplement une manière pour moi de dire la cohérence de mes choix », a déclaré Jean-François Copé dans un sourire. « Alain Juppé est le seul à assumer clairement de recourir exclusivement aux ordonnances pour réformer la France sans passer par les référendums dès l'été 2017, et le seul à vouloir recruter massivement des policiers, des gendarmes et des magistrats supplémentaires et ainsi vouloir le retour d'un État fort. »

## LA PRIMAIRE DE LA DROITE ET DU CENTRE

Candidat arrivé en tête au 1<sup>er</sup> tour (résultats provisoires)

- François Fillon
- Alain Juppé
- Nicolas Sarkozy



Source : Haute autorité de la primaire de la droite et du centre

LDX

## HOLLANDE FACE À LA SURPRISE FILLON

Au lendemain de la primaire de la droite, François Hollande et la gauche voient surgir le défi inattendu d'un affrontement avec François Fillon, très à droite sur le fond mais policé dans la forme, après avoir perdu en Nicolas Sarkozy leur meilleur ennemi, le plus divant. Le chef de l'État fait désormais face à une équation politique qu'à l'instar des sondeurs ou des analystes, il n'avait aucunement vu venir. Mais pour Bernard Poignant, conseiller à l'Élysée, la percée de Fillon « n'est pas une si mauvaise nouvelle pour le Président qui retrouve sur son chemin un candidat de la droite classique des années 80, très reaganien, thatcherien et libéral sur le plan économique, mais traditionaliste et conservateur sur les questions de société ». « Ce programme est un chiffon rouge pour les électeurs de gauche », analyse encore cet intime du chef de l'État. L'ancien Premier ministre laisserait aussi, selon M. Poignant, moins d'espace à Emmanuel Macron, « trop libéral » et qui chasserait sur des terres économiques voisines de celles du candidat de la droite.

## LES AUTRES POINTS

### Juppé dénonce « la reconstitution de l'équipe Fillon-Sarkozy »

Invité sur France 2 hier soir, Alain Juppé, distancé de seize points par l'ancien Premier ministre, a attaqué bille en tête M. Fillon, accusé de défendre une vision « extrêmement traditionaliste » de la société. Le maire de Bordeaux a aussi fustigé « la reconstitution de l'équipe Fillon-Sarkozy ». « Quand on reste pendant cinq ans Premier ministre d'un président de la République, c'est qu'on est totalement comptable de ce qui a été fait », a-t-il relevé.

### Fillon « ne craint pas de retournement » au second tour

Invité au même moment sur TF1, Fillon a regretté en retour que Juppé « caricature » son programme pour essayer de « remonter la pente ». Il a dit ne pas « craindre de retournement » d'ici au second tour. « Je crois que les Français qui ont choisi, alors que tout le système politico-médiatique leur indiquait que je n'avais aucune chance avec mon programme, qu'on leur disait que ce programme est difficile », pour qu'ils « aient choisi à un pourcentage aussi élevé de me soutenir, c'est qu'ils ont adhéré à ce projet », a-t-il déclaré.

### Déferlante de ralliements à Fillon

Sans surprise, François Baroin, Nadine Morano et surtout le président par intérim des Républicains Laurent Wauquiez, ont annoncé hier qu'ils voteront pour M. Fillon. L'ancien Premier ministre Édouard Balladur, qui a voté pour Nicolas Sarkozy au premier tour, a également apporté son soutien au nouveau favori, tout comme Christian Jacob, président du groupe LR à l'Assemblée. Plus surprenant, Rachida Dati, qui ne porte pas François Fillon dans son cœur depuis qu'il lui a chipé une circonscription qu'elle pensait acquise à Paris en 2012, a elle aussi choisi M. Fillon. Dans le camp d'Alain Juppé en revanche, la pêche est plutôt maigre : Seuls Jean-François Copé, bon dernier de la primaire avec 0,3 % des voix, et Franck Riester, un des porte-parole de Bruno Le Maire (qui, lui, soutient Fillon), ont annoncé qu'ils voteront pour le maire de Bordeaux.

jeune. Juppé maintient le « droit du sol » automatique si au moins un des parents était en situation régulière à la naissance de l'enfant. Fillon veut supprimer l'aide médicale d'État (AME), destinée aux étrangers sans papiers, alors que Juppé veut la limiter aux cas d'urgence. Fillon était pour une loi anti-burkini, Juppé contre.

**8 MARIAGE GAY : GARDER OU RÉCRIRE**  
Juppé ne reviendrait pas sur la loi Taubira instaurant le mariage homosexuel.

Fillon envisage sa réécriture sur l'adoption pour éviter que la loi considère « qu'un enfant est fils ou fille, de manière exclusive, de deux parents du même sexe ».

**9 PRINCIPE DE PRÉCAUTION**  
Juppé veut retirer « le principe de précaution » de la Constitution, Juppé le maintenir. Ce principe fait obligation aux gouvernants de prendre des mesures en cas de risque sur l'environnement, même si le dommage encouru « reste incertain en l'état des connaissances scientifiques ».

**7 FICHES S : RÉTENTION EN DÉBAT**  
Juppé est « tout à fait favorable » à des centres de rétention pour les individus « fichés S » par les services antiterroristes, à condition que l'internement soit décidé par un juge. Fillon refuse cette idée et veut s'en tenir à « l'application stricte du code pénal ».

## LE FN S'INTERROGE SUR LE POUVOIR DE NUISANCE DE FILLON

Le Front national a attaqué pied au plancher François Fillon, favori du second tour de la primaire de la droite... non sans dissimuler quelques craintes sur son pouvoir de nuisance. Premier angle d'attaque : Fillon a un « projet économique délirant » pour David Rachline, directeur de campagne présidentielle de Marine Le Pen. « Le plus ultra de tous », abonde Florian Philippot, vice-président du parti d'extrême droite.

Hors micro, toutefois, les frontistes s'interrogent sur ce François Fillon dont Marine Le Pen pronostiquait, en juin 2014, la victoire « par défaut » à cette primaire face à Nicolas Sarkozy, son « meilleur adversaire » car « invertébré de la politique », ou à Alain Juppé, qu'elle associait à « Juassic Park ». Pour un « mariniste », Fillon, c'est « pas forcément mauvais » pour le FN, car le « report des voix de gauche ne sera pas bon » sur celui qui, en 2013, avait dit vouloir voter pour le « moins sectaire » entre un frontiste et un socialiste. Certains frontistes tablent aussi sur de potentiels gains dans

un électoralat sarkozyste en déshérence. Dans les sondages de second tour publiés en 2016, Fillon a pourtant été constamment donné gagnant face à Marine Le Pen, avec vingt à vingt-huit points d'avance. L'ex-Premier ministre, soutenu par Sens commun, émanation de la Manif pour tous au sein de LR, a « siphonné » les voix de la « droite hors les murs », celles tentées par Philippe de Villiers, Eric Zemmour ou Robert Ménard : « un risque aussi pour Marine Le Pen en 2017 », note Karim Ouchikh, patron du petit parti Siel, qui a récemment rompu son alliance avec le FN au sein du Rassemblement bleu marine, tout en maintenant son soutien à Mme Le Pen pour la présidentielle.

Le FN a d'autres raisons de s'inquiéter : Fillon est proche de sa position, par son souhait d'une diplomatie rééquilibrée en faveur de la Russie et de l'Iran, au détriment des États-Unis et des sunnites. Et s'il est net vainqueur au second tour, il deviendrait le leader naturel de la droite, qui, selon le FN, manquait à LR. ■

2/2

# UN BUDGET DE RIGUEUR À 108 MILLIONS D'EUROS

La Ville serre les boulons. C'est 20 millions d'euros de moins que l'année dernière. En cause, la baisse de la dotation globale de fonctionnement mais les impôts n'augmenteront pas.

Il sera voté le 12 décembre, date du prochain conseil municipal. La Ville s'apprête à voter son budget pour l'année 2017. Il s'établit à 77 millions d'euros, soit deux millions d'euros de moins que l'an passé. Un simple débat a occupé les élus, lundi 21 novembre, et comme l'a souligné le maire, Frédérique Macarez, « des signaux appellent à la prudence ».

L'État, tout le monde le sait, coupe de plus en plus le robinet de ses dotations. La Ville a estimé ses pertes : entre 2013 et 2016, c'est au moins 3,6 millions d'euros de recettes en moins. Pour les deux années à venir, ce sera 1,5 million d'euros, soit 750 000 € en moins par an. Alors, l'exécutif local doit faire des choix et anticiper. Même si les charges de personnel (les salaires), augmentent de près de 900 000 € en 2017. C'est ce que coûtent l'augmentation de l'indemnité en faveur des agents du service des déchets ménagers, l'intégration au comité national d'action social, réclamée depuis des années par les syndicats territoriaux, l'augmentation du SMIC... Les dépenses de fonctionnement diminuent de 3 % avec une nette baisse sur les dépenses de communication.

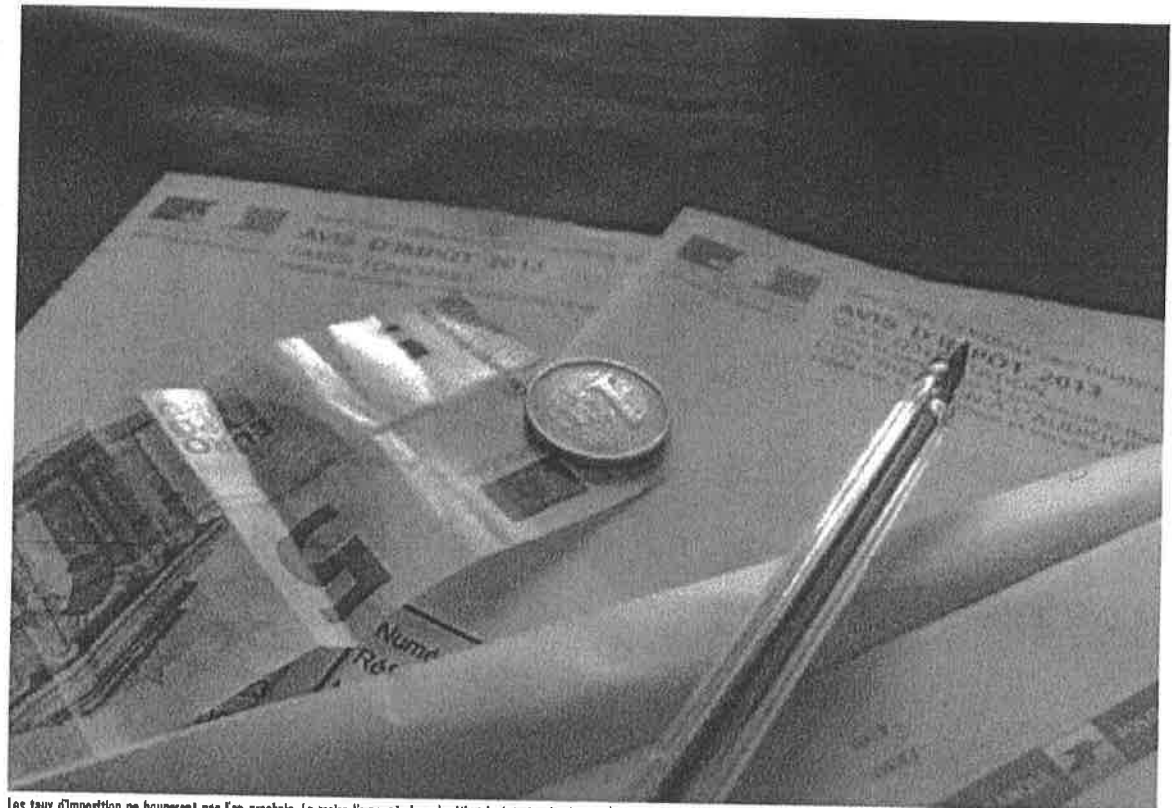
**« C'en est fini des grandes marges de manœuvre.**

**Nous ne pouvons pas tout promettre à tout le monde »**

Frédérique Macarez, maire

C'est surtout du côté de l'investissement que la Ville ne fera pas de folie. Moins 18 millions d'euros ont été enregistrés au budget l'an prochain. « Nous nous sommes retroussés les manches, admet le maire. C'en est fini des grandes marges de manœuvre. Nous ne pouvons pas tout promettre à tout le monde. » L'élue avait-elle anticipé la question de la conseillère municipale d'opposition frontiste, Sylvie Saillard ?

« Est-ce qu'on peut espérer une baisse des impôts fonciers ? Au quotidien, il n'est pas rare de voir



Les taux d'imposition ne bougeront pas l'an prochain. Le maire l'a promis lors du débat budgétaire, lundi soir. (Ph. Garchives)

des gens qui me disent qu'ils vont vendre ou habiter dans les communes environnantes ? » « Ceux qui disent qu'on peut baisser les impôts, c'est de la démagogie », répond Frédérique Macarez. Néanmoins, le maire a assuré que les taux ne bougeraient pas, surfant sur la ligne prônée par son prédécesseur de ne pas augmenter les impôts locaux.

Hormis la construction de la nouvelle Manufacture, aucun grand projet n'est attendu pour l'année prochaine. Le parvis de la gare sera inauguré le 17 décembre. Une rallonge de deux millions d'euros a été votée pour financer une partie des travaux. Le chantier à 12 millions d'euros, projet phare de l'ère Pierre André, sera alors bouclé. Non sans mal. ■ G. D.

## LES AUTRES POINTS

### Coup de gueule contre la SNCF

On sait les rapports très tendus entre la Ville et la SNCF. Lors de la campagne des régionales, en 2015, Frédérique Macarez et Monique Ryo, première adjointe, avaient court-circuité la compagnie ferroviaire en organisant des comités d'usagers pendant lesquels ces derniers n'avaient pas de mots assez durs contre la SNCF. Lundi soir, en conseil municipal, Frédérique Macarez a remis vingt sous dans la machine. « Deux points me gênent grandement, a-t-elle lancé. C'est l'enfer pour les usagers. Je ne sais si on peut parler de qualité, mais les trains n'arrivent pas à l'heure. » Et deuxième salve. « La gare, sur les parties de la SNCF, n'est pas accessible aux personnes handicapées. Des travaux sont prévus

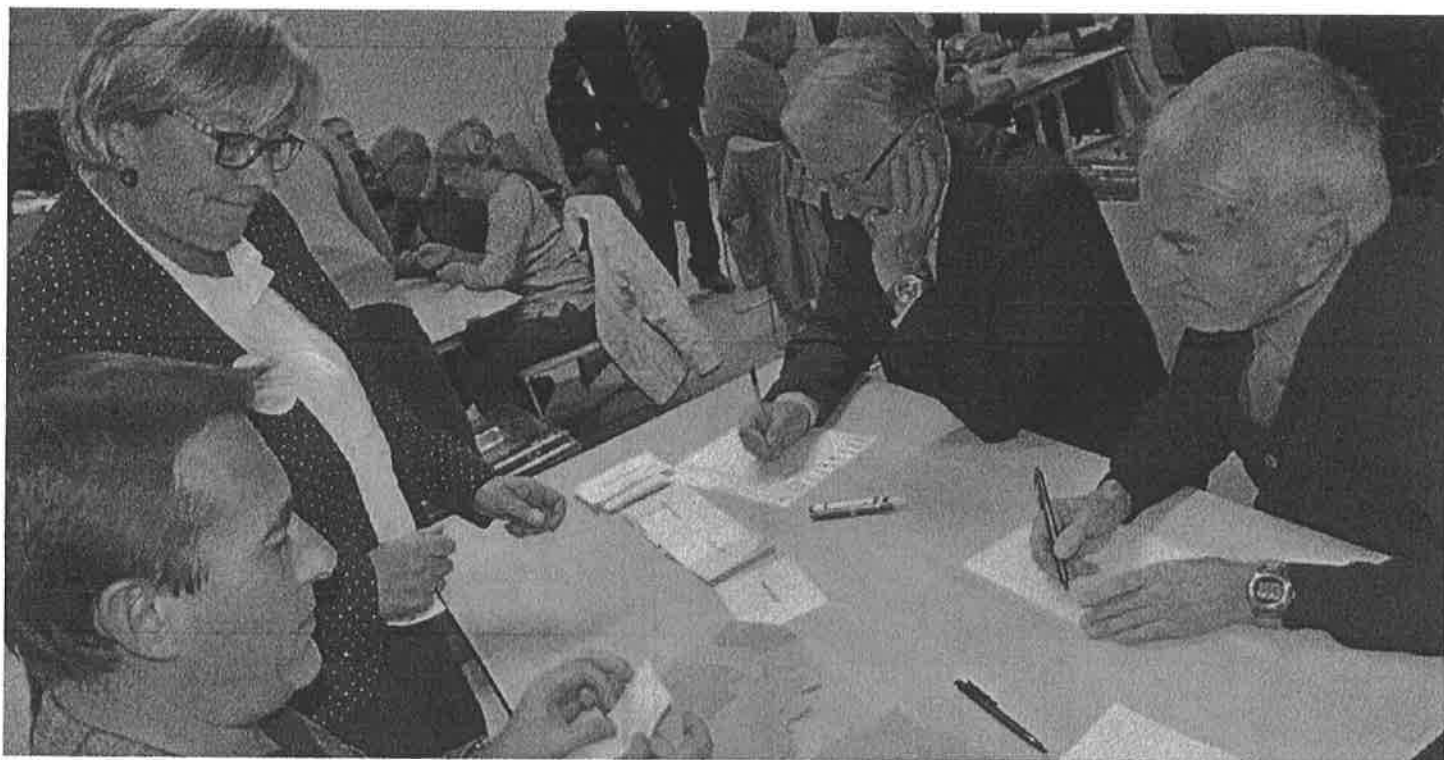
pour 2022, c'est scandaleux. »

### Pas assez de PV des policiers municipaux

Il y a comme un relâchement. Dans un rapport de la chambre régionale des comptes sur le stationnement géré par la Ville, les magistrats pointent un manque de procès-verbaux. L'an passé, Luc Féton, actuel directeur de la tranquillité publique, et ancien chef de la police municipale, avait rappelé ses troupes à l'ordre après qu'une énième série de PV avait été jetée à la poubelle, les qualifiant de « charlots » tout en ajoutant : « Je note aussi que certains ne risquent pas de commettre d'erreurs. Je leur conseille vivement de se mettre au boulot. » « Au travail », comme dirait le président de région, Xavier Bertrand.

# Après la surprise Fillon du premier tour, la place au « débat d'idées »

**LAON** Avec 43 % des suffrages, François Fillon a, à Laon comme dans l'Hexagone, dominé le premier tour de la primaire de la droite et du centre. Chacun affûte déjà ses arguments.



Très vite, au bureau de Laon, François Fillon a creusé l'écart face à ses concurrents.

**C**omme dans une élection classique, il y avait, dimanche soir au centre social Le Triangle, des mines réjouies et des soutiens déçus. « Dites-moi que vous êtes furieux », lançait une militante à Jean-Claude Lamant alors que se profilait déjà, à Laon comme au plan national, la 3<sup>e</sup> place seulement pour Nicolas Sarkozy au premier tour de la primaire de la droite et du centre. « J'ai passé l'âge d'être furieux », lui répondait l'ancien député-maire (LR), avant de discrètement s'éclipser.

À l'image des résultats nationaux, François Fillon est nettement arrivé en tête à Laon avec un peu plus de 43 % des suffrages exprimés, suivi d'Alain Juppé (26 %) et Nicolas Sarkozy (25 %).

L'éviction de l'ancien président de la République n'a pas vraiment surpris le maire adjoint de Laon Yves Buffet : « Il y a un postulat en France qui veut qu'un président battu ne peut pas se représenter. »

Lucide mais un brin cruel, un militant sarkozyste lui trouvait déjà, pour sa part, un nouveau rôle : « S'il est élu, François Fillon pourra le prendre comme collaborateur. » Peut-être autant que les sarkozystes, malgré la qualification de leur champion, les juppéistes ne cachent pas leur déception.

**POUR « LE DÉBAT D'IDÉES, DE PROJET »**

Dès dimanche soir, le maire adjoint UDI de Laon Éric Delhaye tweetait déjà son inquiétude :

*« Fonctionnaires : pourquoi Juppé a raison de tacler Fillon. »*

*« Il y a un postulat en France qui veut qu'un président battu ne peut pas se représenter »*

**Yves Buffet**

C'est l'un des sujets qui va être au cœur de l'entre-deux tours et que

n'a pas manqué de pointer le président centriste du conseil départemental Nicolas Fricoteaux. Inquiet des « conséquences de la suppression de postes de fonctionnaires dans un département rural ».

Référente Aisne de Bruno Le Maire, qui a obtenu 2,80 % des voix à Laon, la conseillère municipale Sylvie Letot s'avouait évidemment « déçue » du résultat de l'ancien ministre, mais s'interrogeait aussi sur le programme de François Fillon.

*« Je ne suis pas d'accord, notamment avec sa volonté d'augmenter la TVA de 2 %. C'est un impôt injuste. Je vais regarder son programme économique attentivement avant de me positionner. »*

Le « débat d'idées, de projet », c'est ce que le secrétaire départemental Les Républicains Christophe Coulon appelle en tout cas de ses vœux, tout en se refusant à donner une consigne de vote même si chacun le sait plutôt proche du Sarthois François Fillon.

Il préfère, pour l'heure, se réjouir de la « mobilisation des électeurs » (5,5 % de participation) au bureau de vote de Laon qu'il présidait.

Quant aux autres candidats, difficile de leur trouver des représentants laonnais pour commenter les résultats : Nathalie Kosluskio-Morizet (1,85 %), Jean-Frédéric Polsson (0,80 %) et Jean-François Copé (0,16 %), le maire de Meaux et ancien ministre faisant jeu égal... avec les « nuls ». ■ PHILIPPE BOBIN

## PIERRE-JEAN VERZELEN, CE SERA FILLON APRÈS SARKOZY

Vice président du conseil départemental, maire de Crécy, patron des républicains dans l'Aisne, entre autres, Pierre-Jean Verzelen ne cache pas s'être prononcé pour Nicolas Sarkozy, « par fidélité et par constance, on a le droit aussi en politique d'avoir une colonne vertébrale... ». Comme l'ex-président de la République, la voix de l'élus axonais se portera sur François Fillon au second tour. « Il est plus proche des préoccupations rurales. Tout ce qui touche aux questions de ruralité, il sait se positionner. D'ailleurs, il était venu à Crécy, il y a quelques mois. Les agriculteurs qui

l'avaient rencontré, avaient apprécié l'entrevue. » Pierre-Jean Verzelen, précise par ailleurs, qu'ils ne sont pas nombreux à avoir vu arriver le score de François Fillon. « C'est un vrai souffle, notamment dans l'Aisne. Autant, en zone rurale, nous aurions pu nous en douter, mais là, même en ville, il est en tête et fait de gros scores. Les gens ne se sont pas trompés. » Pierre-Jean Verzelen ajoute que quoiqu'il arrive dimanche prochain, les LR seront derrière le gagnant en prévision de la prochaine présidentielle.

**SAMUEL PARGNENUX**

# POURQUOI SARKOZY A COULÉ

Trahison, tirs croisés, lassitude... Les raisons d'une déroute vue par les militants.

**E**t surtout, dites bien que je ne félicite pas nos élus... Par ici, ceux qui se sont mouillés pour Nicolas se comptent sur les doigts d'une main. » A sa voix agacée au téléphone, on sent bien que Bernadette Pardon n'est pas disposée à passer l'éponge de sitôt, n'en déplaie à son patronyme. On l'a surprise, hier, à la sortie du catéchisme qu'elle anime tous les lundis près de Vervins.

Dans l'Aisne, Bernadette est aussi secrétaire de la 3<sup>e</sup> circonscription des Républicains, une sarkozyste pure et dure. Au lendemain de la défaite de son champion, l'amertume est à fleur de peau. D'abord contre « la machine TSS », ce « tout sauf Sarkozy » qu'elle a vu à l'œuvre « pendant des mois ». Ensuite contre ces électeurs de gauche surpris, dimanche, à glisser leur bulletin dans l'urne. Et qu'importe que le règlement de la primaire de la droite et du centre l'autorise : « Dans une petite ville, tout le monde se connaît. Je les ai bien vus, moi, et je ne trouve pas ça normal ! La gauche a faussé le scrutin », assure Bernadette qui, en accord avec son président préféré, choisira, dimanche, de se rabattre sur François Fillon : « Parce que ses idées me conviennent mieux et surtout parce qu'il n'a pas eu besoin, lui, de demander le renfort de François Bayrou ! », persifle la militante qui n'a toujours pas digéré le vote du patron du MoDem, en 2012, pour Hollande. « Ce n'est pas parce qu'on vote un coup à droite, un coup à gauche qu'on est au centre. On est un traître et c'est tout. » Ce soutien-là (qui aura finalement fait davantage le bonheur de Fillon que de Juppé), l'ancien maire de Laon, réélu départemental de Sarkozy, ne l'a pas supporté non plus. Jean-Claude Lamant évoque même « Bayrou et sa clique », avant de se reprendre. « Je retire la clique... » Mais l'émotion sponta-



**"Il ne reviendra plus, je le connais. Quand les Français vous repoussent deux fois, c'est fini"**

Jean-Claude Lamant, ancien maire de Laon

née de l'ancien élu axonais dit assez l'amertume, et parfois la rancoeur, du camp sarkozyste : « Je suis triste pour lui. On se rendra compte, un jour ou l'autre, qu'il a été un très grand président. Le dénouement de la crise géorgienne, le sauvetage du système bancaire... Il a permis tout cela. Avec cinq ans de plus, on n'en serait pas où on est aujourd'hui », assure Jean-Claude Lamant, persuadé que l'ancien chef de l'État était revenu aux affaires « pour la France et non, comme ont voulu le faire croire ses adversaires, pour assouvir je ne sais quelle revanche personnelle. Le voir partir aujourd'hui, c'est une malchance pour notre pays ».

**"LE MIRAGE DES SONDAGES ET DES COUPS DE MENTON, ÇA NE MARCHE PLUS"**

Dans la Marne, une telle compassion n'est pas du goût de ce militant en responsabilité mais qui préfère rester anonyme. On comprend pourquoi : « Sarkozy a cru que notre société vivrait éternellement dans le mirage des sondages et des coups de menton. Le problème, c'est que ça ne marche plus. Il a oublié que les Français ne l'avaient pas oublié. Ils sont psychologiquement épuisés. À l'échelle de ses supporters aussi, l'aveuglement a été collectif. Il ne s'est simplement pas rendu



Nicolas Sarkozy en compagnie de quelques admiratrices à la foire de Châlons-en-Champagne, le 5 septembre dernier. Archives Remy Wofflard

compte qu'il y avait un décalage entre ce qu'il disait et le pays. Or, la France, ce n'est pas le Touquet ou les Alpes-Maritimes... », assène ce « fillonniste » qui concède toutefois à l'ancien Président d'avoir « ramené la paix dans son camp ». Mais – comme si cela ne suffisait pas – le même se dit persuadé que

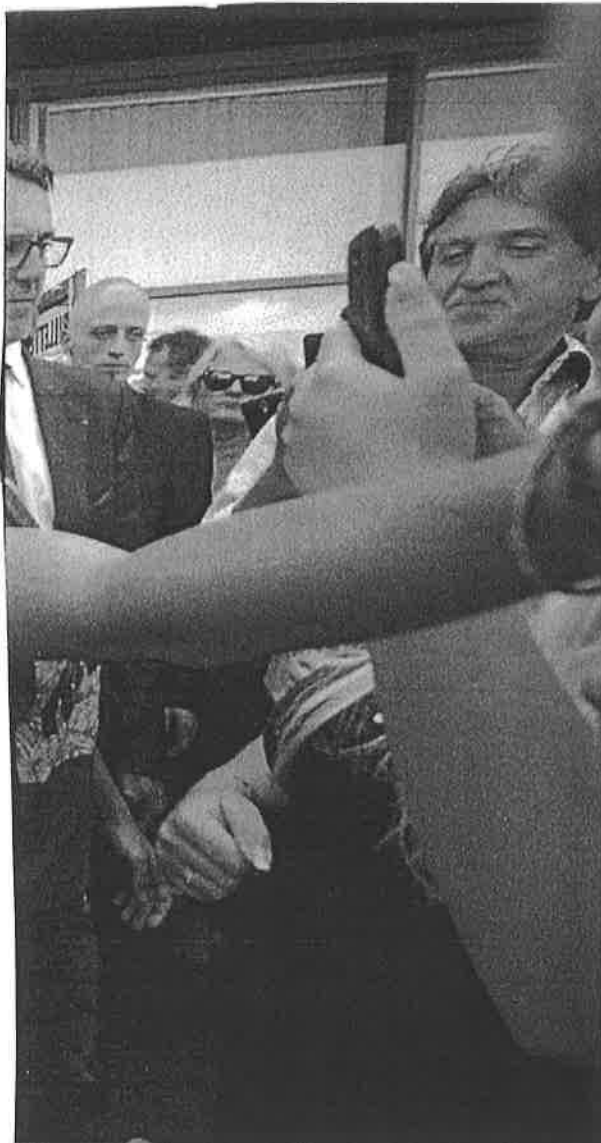
« nos compatriotes ont besoin que la température retombe ». « Pour le peu qu'on les prévienne, ils veulent bien avaler des potions amères, mais dans le calme. » À Reims, Catherine Vautrin est forcément à mille lieues de ce pilonnage en règle. « Oui, le seul contre-tous, le harcèlement médiatique,

tout cela a joué sans doute... Mais il y a eu aussi la tentation du vote utile. En votant pour Fillon, les électeurs ont à la fois rejeté la personne de Nicolas Sarkozy et adhérent à un projet clair, structuré, qui leur a semblé répondre à leurs attentes », estime la présidente de Reims Métropole qui qualifie de « défaite sé-

**LES RÉSULTATS DANS NOS DÉPARTEMENTS**

	François FILLON	Alain JUPPÉ	Nicolas SARKOZY	Bruno LEMAIRE	Nathalie K. Morizet	J. Frédéric POISSON	J. François COPE
AISNE	46,7 %	21,7 %	25,3 %	3 %	1,7 %	1,2 %	0,3 %
ARDENNES	43 %	22,9 %	26,4 %	4,6 %	1,7 %	1,2 %	0,2 %
MARNE	43,7 %	26,8 %	23,2 %	2,8 %	2,2 %	1,1 %	0,2 %
FRANCE	44,1 %	28,6 %	20,6 %	2,4 %	2,6 %	1,5 %	0,3 %

Source : primaires2016.org  
 © L'ESPRESSO | L'UNION



rière» la déroute de son favori. Ce qui ne l'empêchera pas de voter « sans hésiter » Fillon, dimanche, en dépit du vieux contentieux qui l'a longtemps fâché avec le député de Paris sur fond de financement de la campagne de Nicolas Sarkozy et qui lui avait valu une mise en examen, en 2014. « De l'histoire ancienne », pour l'ancienne ministre. « Nous ne sommes plus là pour régler des comptes mais pour l'avenir du pays et assurer que nous n'aurons, demain à l'Élysée, ni Marine Le Pen, ni le PS. » Chez les centristes de l'UDI, pourtant supporters d'Alain Juppé, il arrive que le jugement vis-à-vis de l'ancien président exprime curieusement la même indulgence : « Il a été un grand homme d'État. Ce retour au premier plan était courageux, mais il a manqué de clarté sur trop de sujets. En plaçant Fillon et Juppé en tête, les électeurs ont choisi la cohérence, deux hommes qui n'ont pas passé leur temps à changer d'avis tout le temps et sur tout », es-

time Yann Velly, par ailleurs directeur de cabinet d'Arnaud Robinet, le maire de Reims qui, lui, avait choisi Bruno Le Maire. Avec la défaite de Nicolas Sarkozy, le jeune homme trouve surtout que « la vie politique française tourne une page. Peut-être allons-nous vers une re-composition du paysage politique. » Que cela soit vrai ou pas, ce sera en tout cas et désormais sans l'ancien président de la République. Sans regret ? « Oui, sans regret », assure l'élue municipale rémoise Laure Miller, une proche qui a encore déjeuné, hier, avec son mentor : « Je l'ai trouvé toujours aussi positif, sans amertume, tenant même des propos sympathiques pour François Fillon. Non, il ne regrette rien. » Pas même ses désormais célèbres sorties sur les Gaulois ou la double ration de frites pour les écoliers musulmans ? « Non, vraiment, il ne regrette rien. Il est comme ça. Ça fait partie de son personnage... » Sous entendu, c'est à prendre ou à laisser... ■ GILLES GRAMPIÈRE

## AVIS D'ÉLUS

### Décus, inquiets ou fidèles



**NICOLAS FRICOTEAUX**  
(UDI - AISNE)

Je ne suis pas surpris que François Fillon soit arrivé en tête mais qu'il ait une telle avance. Je suis inquiet parce qu'il est très à droite, très libéral. Je redoute ses choix par rapport à la fonction publique. Le centre doit se mobiliser pour Alain Juppé. Il faut absolument confronter les deux projets.



**RENÉ-PAUL SAVARY**  
(LR - MARNE)

Le retour de Sarkozy était un pari osé. Les électeurs ont tranché, donc leur choix est le bon. Des erreurs, sans doute il y en a eu pendant cette campagne. A-t-elle été trop à droite ? C'est possible, mais au final, je suis vraiment heureux que notre famille politique ne se soit pas déchirée.



**LAURE MILLER**  
CONSEILLÈRE MUNICIPALE  
(LR - REIMS)

Depuis des mois, les boules puantes n'ont pas manqué. Être seul contre tous, ça fait beaucoup. L'électorat populaire de Nicolas Sarkozy s'est moins déplacé. Le paradoxe est que les gens de gauche qui se sont déplacés auront finalement Fillon, bien plus à droite que Sarkozy !



**CHRISTINE NOIRET-RICHET**  
CONSEILLÈRE RÉGIONALE  
(LR - ARDENNES)

Je crois qu'il y a eu un fort rejet de la personne de Sarkozy, de son comportement. Ce n'est pas une question de génération. Je crois surtout que les gens ont besoin de voir un autre match que celui de 2012.



**GUILAUME MARÉCHAL**  
CONSEILLER RÉGIONAL  
(LR - ARDENNES)

Sarkozy a fait de bonnes réformes mais les gens ont été déçus par son mandat. Ils ont eu peur de l'être à nouveau. Et il a tellement changé d'avis, sur l'environnement, le mariage pour tous ou l'aide médicale. Au final, on ne savait plus ce qu'il pensait.

## SENS COMMUN : "FILLON EST LE PLUS PROCHE"



Le mouvement « Sens commun » est né de la « Manif pour tous ».

« Attention aux caricatures : oui, nous défendons des valeurs mais nous ne voulons pas être réduits qu'à notre seule opposition au mariage pour tous. Nous ne jugeons personne, nous ne sommes pas contre les homosexuels. Nous disons que de forcer les choses par la loi n'est sans doute pas la meilleure solution », raconte une mère de famille de 36 ans, qui milite au sein de « Sens commun ». Un mouvement associé au parti Les Républicains, dont on parle beaucoup depuis dimanche soir, dans la mesure où beaucoup des valeurs et des idées que prône le candidat arrivé en tête de la primaire correspondent à celles de « Sens commun ». François Fillon, que l'on présente comme « l'incarnation d'une droite traditionnelle provinciale », a notamment plaidé en faveur d'une réécriture de la loi Taubira. « Nous disons que l'humain doit être préservé de sa conception à sa mort, mais il n'y a pas que ça. Même s'il existe des points de divergence, nous considérons que François Fillon était le candidat le plus proche de nous dans toute sa vision globale, que ce soit en géopolitique, sur l'économie et le social ou sur le plan familial », assure Alix de Larquier, coresponsable, avec Damien Valtier, de la branche marnaise de « Sens commun » autour de laquelle graviteraient quelque 150 sympathisants et militants, dont certains ont activement participé à la campagne du premier tour en soutien au comité Fillon. Au niveau national, « Sens commun » a élaboré sa propre charte et ambitionne qu'elle « s'impose comme le fil conducteur du futur gouvernement de droite ». J.-M. E.

### 3 QUESTIONS À...



**BENOIST APPARU**  
PORTE-PAROLE D'ALAIN JUPPÉ

### « Les choses peuvent encore changer ! »

Comment Alain Juppé peut-il emporter dimanche compte tenu de l'écart important qui le sépare de François Fillon au soir du premier tour ?

C'est une bonne question... Si vous avez la réponse définitive, je suis preneur ! Plus sérieusement, l'avancée de François Fillon est un phénomène qui nous interpelle. Il a pris trente points en trois semaines, globalement dix points à Bruno Le Maire, dix points à Alain Juppé et dix points à Nicolas Sarkozy. Ce qui témoigne d'une extraordinaire volatilité de l'électorat. Cela veut dire que les choses peuvent encore changer. Nous misons donc beaucoup sur les passages télé - et particulièrement sur le débat de jeudi soir - pour que s'inverse la tendance.

La cible sera le programme de François Fillon, ce qui a commencé dès dimanche soir ? Effectivement. Il y a des différences entre les deux programmes et nous voulons

démontrer qu'Alain Juppé développe un programme plus crédible que celui de François Fillon, que la capacité de mise en œuvre est davantage de notre côté que du sien. Exemple, comment François Fillon va-t-il s'y prendre réellement pour supprimer 500 000 postes de fonctionnaires ? C'est impossible ! Il n'y a pas que le programme économique et social à prendre en considération, mais aussi la politique internationale. L'information de ce lundi 21 novembre est qu'il n'y a plus aucun hôpital fonctionnel à Alep-Est, en Syrie, à cause des bombardements effectués par le régime de Damas soutenu par Vladimir Poutine. Or, François Fillon s'est affiché comme russophile. C'est quelque chose à prendre en compte. On ne peut pas annoncer un programme « plus plus plus » et le réaliser « moins moins moins ».

Ne craignez-vous pas une forte baisse de l'électorat dimanche, maintenant que Nicolas Sarkozy est écarté, ce qui, pour nombre d'électeurs, était l'un des enjeux du premier tour ?

Il est possible qu'on assiste à une démobilisation au second tour de la primaire. Si tel devait être le cas, je pense qu'elle touchera les deux camps. C'est donc bien sur les programmes que va se jouer ce deuxième tour.

Propos recueillis par JEAN-MICHEL FUMICOIS

POLITIQUE

# À QUI PROFITE LA SURPRISE FILLON ?



**PICARDIE** Les soutiens à François Fillon, grand vainqueur du premier tour de la primaire de la droite et du centre, se multiplient. Le point dans nos trois départements.

**DANS L'AISNE, FRICOTEAUX DÉSAFFAIRE**

Dans le département de l'Aisne toujours sous l'influence d'un Xavier Bertrand qui règne sur les Hauts-de-France, l'arrivée en première position de François Fillon constitue une vraie surprise. Lors du débat d'orientation budgétaire au conseil départemental de l'Aisne, hier à Laon, son président UDI, Nicolas Fricoteaux, n'a pas caché sa préférence pour le maire de Bordeaux. « Je soutiens Alain Juppé. Je préfère son projet institutionnel pour notre conseil départemental. Il est pour un maintien de la situation, une pause dans les réformes territoriales », a argumenté Nicolas Fricoteaux. Le programme « plus libéral » de François Fillon, qui ne tient pas un discours très rassurant à l'égard des conseils départementaux, gêne aux entournures Nicolas Fricoteaux. Deux jeunes loups du département, Pierre-Jean Verzelen, président de la fédération Aisne des LR et Thomas Dubebout, porte-parole du groupe majoritaire et proche de Xavier Bertrand, sont en revanche moins inquiets. Ils promettent tous les deux de voter dimanche pour François Fillon, après avoir porté leur suffrage « par constance et fidélité » en faveur de Nicolas Sarkozy. « François Fillon fait la synthèse, il est tonique et il a du fond », souligne Pierre-Jean Verzelen. Tout en émettant un bémol sur le programme du désormais favori de la primaire, « S'il y a une né-

cessité de réfléchir sur le fond à l'ISF, sa suppression serait un premier signal pas très bon... », anticipe Pierre-Jean Verzelen, maire de Crécy-sur-Serre. Vice-présidente du département chargée des Affaires sociales, la Soissonnaise Isabelle Létrillart revotera dimanche en faveur de François Fillon. « Mais si c'est Juppé qui gagne, je me battraï de la même manière pour lui », assure-t-elle. Isabelle Létrillart n'a pas non plus l'intention de se fâcher avec un appareil politique qui doit l'investir pour l'élection législative de la 4<sup>e</sup> circonscription de l'Aisne.

**DANS L'OISE, CAYEUX CONFORTÉE**

S'il est une personnalité de l'Oise qui a toutes les raisons de se réjouir, c'est bien Caroline Cayeux. À contre-courant dans une fédération LR hyper sarkozyste, la sénatrice-maire de Beauvais est porte-parole national de l'ancien Premier ministre pour cette campagne. « Les médias avaient installé un duel Sarkozy-Juppé. C'était circulez il n'y a rien à voir », relève Caroline Cayeux. « Dans les débats, François Fillon a ensuite démontré une véritable stature d'homme d'État. Son programme est le plus équilibré pour la liberté d'entreprendre et de travail, aussi sur le plan social avec sa proposition d'une allocation unique. » Mercredi prochain, Caroline Cayeux animera à Beauvais un nouveau meeting départemental en soutien à son champion. Président départemental des Républi-



« Les médias avaient installé un duel Sarkozy-Juppé, c'était circulez y a rien à voir »

Caroline Cayeux (LR)

cains, secrétaire général du parti au niveau national, le député-maire de Chantilly Eric Woerth (ex-fillonniste en 2012) a été dimanche soir le premier sarkozyste de l'Oise à annoncer qu'il votera au deuxième tour pour l'ancien Premier ministre. Le député et patron du conseil départemental Édouard Courtial (aussi secrétaire départe-

mental des Républicains), s'est à son tour rallié hier matin. « Je connais ses immenses qualités pour avoir participé à son gouvernement. Les Français peuvent compter sur sa droiture », a expliqué Courtial.

Autre figure du sarkozisme dans l'Oise, le député Jean-François Mancel votera Fillon. Mais tout en estimant que la droite aurait pu se passer d'un tour supplémentaire. « Fillon a fait un formidable score. Rester sur cette dynamique aurait été meilleur que de se lancer dans un deuxième tour qui peut faire du dégât lors des débats », estime-t-il. « C'est tout naturellement que je voterai Fillon », a encore dit le maire de Compiègne Philippe Marini (ex-sénateur), soutien inconditionnel de Sarkozy. Selon lui, Fillon « a le meilleur programme pour changer de politique. Il ne propose pas l'alternance molle que je redoute avec Juppé. » Enfin le député Olivier Dassault, qui soutenait Jean-François Copé, estime

que les propositions « pragmatiques et responsables » du candidat Fillon « étaient les plus séduisantes. » Il appelle donc à « voter massivement » pour l'ancien chef du gouvernement.

**3 DANS LA SOMME, DECAYEUX LÉGITIME**

Honneur au gagnant. C'est sous les félicitations que Stéphane Decayeux a été reçu, lundi, par ses pairs de la majorité au conseil départemental. Sans conteste, l'élu abbeillois (LR) est celui qui a réalisé la meilleure opération. Délégué de François Fillon dans la Somme, le score réalisé de son mentor « fini de clarifier la situation », assène le vice-président du Département, les yeux tournés vers les législatives dans la première circonscription. Ce secteur d'Amiens-Abbeville fait partie des quelques secteurs « gelés » par la direction LR jusqu'en décembre, jusqu'au verdict de la primaire. Stéphane Decayeux estime d'ores et déjà légitime sa candidature sur cette circonscription, où il se trouve en concurrence avec une autre élue LR, l'Amiénoise Mathilde Roy, une proche du député Alain Gest, ralliée à Nicolas Sarkozy... Et maintenant à Fillon. « Je n'ai jamais eu de doute en termes de notoriété en ce qui me concerne », oppose avec plus de force aujourd'hui le chef d'entreprise. Qui avait obtenu un honorable 41 % lors des législatives de 2012 sur cette terre de gauche gagnée part Pascale

**MAIS POUR QUI A VOTÉ ET VOTERA XAVIER BERTRAND ?**

« J'ai voté comme tout le monde. Pour un candidat qui figure au second tour, qui se reconnaîtra, et que je ne nommerai pas... » Muet ou presque, avant le premier tour, Xavier Bertrand, le président LR de la région des Hauts-de-France ne s'exprimera pas davantage avant le second... En tout cas en public : « Ne comptez pas sur moi pour donner des consignes de vote. Les gens sont lassés des consignes. Ces primaires le démontrent ». Mais selon La Voix du Nord, samedi, à Marcq-en-Baroeul, Xavier Bertrand a confié devant trente à quarante personnes réunies au nom du club Nouveau Siècle, dit des « gaullistes sociaux », qu'il voterait le lendemain François Fillon. Cette information a été confirmée par l'entourage du président de Région, hier, avec la précision que cette prise de parole avait eu lieu dans un cadre privé...



## NORD

	voix exprimées	%
Nicolas Sarkozy	27 164	22,5
François Fillon	55 876	46,3
N. Kosciusko-Morizet	3 119	2,6
Alain Juppé	30 045	24,9
J.-F. Copé	276	0,2
Bruno Le Maire	2 452	2
J.-F. Poisson	1 408	1,2

## PAS-DE-CALAIS

	voix exprimées	%
Nicolas Sarkozy	14 013	27,7
François Fillon	22 748	45
N. Kosciusko-Morizet	862	1,7
Alain Juppé	10 880	21,5
J.-F. Copé	128	0,2
Bruno Le Maire	1 259	2,5
J.-F. Poisson	540	1,1

## AISNE

	voix exprimées	%
Nicolas Sarkozy	5 097	25,3
François Fillon	9 404	46,6
N. Kosciusko-Morizet	351	1,7
Alain Juppé	4 366	21,6
J.-F. Copé	66	0,3
Bruno Le Maire	599	3
J.-F. Poisson	246	1,2

## OISE

	voix exprimées	%
Nicolas Sarkozy	9 794	25,2
François Fillon	17 434	44,9
N. Kosciusko-Morizet	882	2,3
Alain Juppé	8 820	22,7
J.-F. Copé	160	0,4
Bruno Le Maire	994	2,6
J.-F. Poisson	629	1,6

## SOMME

	voix exprimées	%
Nicolas Sarkozy	5 972	24,4
François Fillon	10 880	44,4
N. Kosciusko-Morizet	426	1,7
Alain Juppé	6 020	24,6
J.-F. Copé	47	0,2
Bruno Le Maire	827	3,4
J.-F. Poisson	278	1,1

## HAUTS-DE-FRANCE

	voix exprimées	%
Nicolas Sarkozy	62 040	24,4
François Fillon	116 342	45,7
N. Kosciusko-Morizet	5 640	2,2
Alain Juppé	60 131	23,6
J.-F. Copé	677	0,3
Bruno Le Maire	6 131	2,4
J.-F. Poisson	3 101	1,2



**« S'il gagne, Fillon, essaiera de placer des gens à lui (...) Alain Gest est-il candidat à propre succession ? »**

Stéphane Decayeux (LR)

Decayeux. En attendant, le conseiller municipal assure se concentrer cette semaine sur le rassemblement des soutiens à François Fillon. Un meeting est programmé ce mercredi, à 19 heures, à Saveuse. Stéphane Decayeux escompte y voir Alain Gest, qui a déclaré qu'il votera Fillon. Mais aussi Laurent Somon, le président du conseil départemental (et responsable de l'organisation de la primaire dans la Somme). Ainsi que Brigitte Fouré, maire d'Amiens.

Dans le camp d'Alain Juppé, hier, où l'on retrouve notamment les sénateurs Daniel Dubois (UDI) et Jérôme Bignon (LR) ou le député-maire d'Albert Stéphane Demilly (UDI), on se disait « serein ». « Nous n'avons perdu aucun soutien », ironisait Marie-Thérèse Bouttemy, la coordonnatrice de la campagne pour Juppé dans la Somme, en référence aux rapides ralliements de dimanche soir pour François Fillon. « Sarkozy devient le collaborateur de Fillon. On connaît, les résultats du couple. Nous, nous ne cherchons pas de ralliements en quête de futures investitures. Nous ne changeons pas notre ligne de campagne. On reste programme contre programme. Les Français sont-ils prêts à travailler jusqu'à 48 heures par semaine par exemple ? » Faute de temps, les juppéistes se concentreront sur du travail de terrain cette semaine. Mais sans « meeting ». Tout au plus, l'équipe réservera-t-elle un bar pour le dernier débat télé. ■

NICOLAS TOTET, PASCAL MAUREAU ET GAËL RIVALAIN

## LES AUTRES POINTS

### La primaire divise aussi les centristes dans la Somme

Que vont faire les centristes dimanche ? À l'image du député (UDI) Stéphane Demilly ou du Modem Jean-Christophe Loric, « la plupart se sont engagés en faveur d'Alain Juppé pour le premier tour. Les deux tiers des gens de l'UDI sont pour lui », rappelle-t-on dans l'équipe samarienne du maire de Bordeaux. Mais pas tout le monde. Ralliée à Bruno Le Maire, Brigitte Fouré, le maire (UDI) d'Amiens ne s'est pas encore publiquement repositionnée. Soutien de Bruno Le Maire également, Olivier Jardé (Nouveau Centre), candidat aux législatives sur la 2e circonscription (Amiens sud), non plus. « Le Nouveau Centre, dont je suis secrétaire général, donnera sa position après un conseil national prévu ce mardi soir », indique le conseiller général.

### Sarkozy sauve la face dans l'Oise

Même la très sarkozyste (avant les élections) fédération de l'Oise n'a pas pu sauver l'ancien président de la République ! Le soutien de la quasi-totalité des parlementaires a certes limité la casse. Contrairement à toutes ces fédérations où il est relégué sur la troisième marche du podium, Nicolas Sarkozy arrive ici en deuxième position. Mais toute la soirée les militants ont démontré leur appétit pour s'affranchir des appareils. Nicolas Sarkozy arrive certes deuxième dans l'Oise avec 25 % des voix. Cependant d'un chouïa seulement devant Alain Juppé (23 %). Et surtout très loin de François Fillon, chef inattendu de la soirée soutenu par la sénatrice Caroline Cayeux, à plus de 45 %. Tout un symbole ! L'ancien président dévise à Chantilly, ville dirigée par son ami Eric Woerth, secrétaire général du parti et ancien ministre. Dans cette quatrième circonscription de l'Oise marquée à droite, Sarkozy (22,4 %) fait jeu égal avec

Alain Juppé (22,1 %). François Fillon s'envole à 48,9 %... Le scénario de défiance se répète à Compiègne, malgré l'appui du maire Philippe Marini. En totalisant plus de 50 % des suffrages (jusqu'à 55 %) dans trois des quatre bureaux de vote de la cinquième circonscription, Fillon aurait été désigné ici dès le premier tour. L'ancien président de la République bénéficie en revanche de l'effet Édouard Courtilat à Agnetz. Dans le fief du président du département, lui aussi ancien ministre, Sarko est en tête. Un succès cependant relatif, son principal adversaire du jour le talonnant à 31 voix. Et puis Agnetz est un tout petit village... Vu la faible participation, difficile de dire si des électeurs de gauche ont participé en trouble-fête à cette primaire de la droite à Creil. Toujours est-il que c'est dans cette cité de gauche qu'Alain Juppé enregistre l'un de ses rares succès, réunissant 103 bulletins contre seulement 59 pour Sarko. La situation est identique à Montataire, ville voisine communiste.

### L'avertissement de la sénatrice Pascale Gruny

Proche de Xavier Bertrand et sénatrice de l'Aisne, la Saint-Quentinoise Pascale Gruny votera François Fillon dimanche. Lundi à Laon, elle a rendu un hommage appuyé à Nicolas Sarkozy, « qui a été un bon président pendant la crise et qui n'aurait pas dû revenir ». Pascale Gruny tape aussi et surtout sur François Bayrou, « une girouette, ce n'est pas possible », qui soutient officiellement Alain Juppé. Et la sénatrice affirme, ferme, qu'elle ne comprendrait pas et n'accepterait pas une autre candidature de division de droite et du centre, si François Fillon est élu, comme elle l'espère dimanche soir. Y compris celle d'une certaine Michèle Alliot-Marie qui avait fait part de ses intentions et que Pascale Gruny avait soutenue un temps, avant que le processus de désignation de la primaire ne soit véritablement enclenché.

L'EDITO  
DE  
SAMIR HEDDARFaire autrement  
avec les mêmes

→ Faire de la politique autrement... On a déjà oublié? C'était il y a moins d'un an, au lendemain des élections régionales. On pensait avoir compris que nos concitoyens en avaient assez des hommes et des femmes qui nous dirigent depuis si longtemps. Qu'ils voulaient des figures nouvelles face à un Front national en constante progression.

En réalité, si l'on regarde les résultats de la primaire de dimanche, les Français, particulièrement ceux de droite, ont surtout besoin de confiance, de calme et de sérénité. Avec deux anciens Premiers ministres au second tour (qui plus est des hommes qui savaient mobiliser contre eux quand ils étaient en fonction), les électeurs de droite ont encore dit non avant de dire oui.

Non à Nicolas Sarkozy, définitivement hors-jeu. La droite française, dans sa majorité, ne veut plus se faire brûler la plante des pieds par la flamme tricolore du FN. Non également à des valeurs montantes comme NKM ou Bruno Le Maire, sans doute encore trop «verts» pour une population malgré tout conservatrice.

Oui en revanche à deux figures souvent austères mais qui affichent, en plus du calme, du courage et de la ténacité. Ces deux anciens locataires de Matignon ont atteint en leur temps des records d'impopularité mais sont, avec le recul, absous parce qu'ils sont des hommes de dossiers et pas des bateleurs. Parce qu'ils prennent le temps de comprendre et de s'expliquer plutôt que de twitter et de s'afficher comme pote de Cyril Hanouna.

En somme, ce que nous dit ce premier tour de la primaire de la droite et du centre, c'est que le recours aux idées très à droite n'est pas une fatalité en France et surtout que nos concitoyens n'ont pas nécessairement besoin de nouveaux visages, même pas forcément de nouvelles idées, mais de projets qui puissent leur donner un espoir en demain. Les rassurer certainement pas les diviser.

## POLITIQUE

# Dans l'Aisne, Fillon a mis tout le monde d'accord

François Fillon avait peu de supporters déclarés dans l'Aisne avant dimanche. Le résultat du premier tour de la primaire a rebattu les cartes.

■ « Les Français adorent la politique ; c'est l'offre qui n'est pas toujours à leur goût. » Cette phrase est sortie de la bouche d'un homme de... gauche, hier matin, en marge de la session du conseil départemental. En l'occurrence, elle est l'œuvre de Jean-Luc Lanouilh, c'est-à-dire ce qui se fait de plus à gauche au Département.

Dans les couloirs de l'édifice laonnois, mais aussi micro ouvert, alors que les discussions du jour portaient normalement sur les orientations budgétaires 2017, les résultats de la primaire de la droite et du centre ont été largement commentés.

François Fillon a cartonné. Ici plus qu'ailleurs. L'Aisne est le département des Hauts-de-France qui lui a ouvert le plus grand les bras. Il a recueilli 44,1 % des voix au niveau national, 45, % à l'échelon régional et 46,7 % dans l'Aisne.

## 1 TOUS FILLONISTES

Le score de Fillon est une surprise pour tous. Y compris pour ses supporters. Bizarrement, ils étaient plus nombreux hier qu'avant dimanche, peu ayant osé se déclarer avant le premier tour. Isabelle Létrillart, candidate à la députation dans la circonscription de Chauny-Soissons, a lu que « les électeurs de droite veulent une vraie droite, pas une droite centriste ». Mais assure qu'elle sera « la première militante de Juppé s'il gagne dimanche prochain », parce que la droite doit gagner à la fin, et qu'elle n'y parviendra qu'unie.

Pascal Gruny ne souhaitait pas révéler la teneur de son vote avant le premier tour. La sénatrice prétend avoir choisi Fillon. On la croit sur parole. Quant à son engagement passé pour Michèle Alliot-Marie, qui aurait des velléités de candidatures dissidentes, elle est catégorique : « J'avais dit que je lui donnerais mon parrainage en cas de candidature à la primaire, mais là, pas question d'une pagaille à droite. »

Député, Julien Dive n'est pas au conseil départemental, mais il était le seul filloniste avéré, même si pas déclaré, parmi les élus de haut vol du département. Il n'a pas choisi Fillon pour son libéralisme décomplexé. « C'est un candidat de synthèse, il bénéficie d'une belle dynamique, mais au-delà de tout ça, il



Plus de 20 000 votants ont été répertoriés dans l'Aisne. Un succès inattendu, un triomphe pour François Fillon. Photo Gael HÉRISSE

ne doit pas oublier les attentes de tous les Français, prévient-il, en termes d'emploi, de sécurité, de petites retraites, de niveau de vie, notamment chez les classes populaires. Bref, gardons la tête froide. »

## 2 LES JUPÉISTES DIVISÉS

Au conseil départemental, il faut chercher les Juppéistes dans les rangs de l'UDI. Les centristes, s'ils entretiennent encore un mince espoir au second tour, s'accommoderont comme ils le peuvent de la droite orthodoxe prônée par Fillon.

« Je continue à soutenir Juppé parce que son programme est moins libéral, confirme Nicolas Fricoteaux, le président du Département. Et puis Juppé défend une pause dans les réformes territoriales, tandis que Fillon veut relancer le projet de conseiller territorial, c'est-à-dire la mort des conseillers départementaux. »

Pascal Tordeux, élu soissonnais de l'UDI, a inventé le concept de « centriste libéral ». « Je préférerais l'homme Juppé, mais le programme de Fillon me va bien », dit-il. Soit.

## 3 LES SARKOZYSTES ENCAISSENT

Thomas Dubebout et Pierre-Jean Verzelen sont des enfants du sarkozysme. « J'ai débuté en 2006, au moment où Nicolas Sarkozy était investi par l'UMP », rappelle le premier, les deux compères revendiquant « constance et fidélité ». Ce premier tour aura vu triompher selon eux « l'anti-sarkozysme » et un « programme de fond », défendu par Fillon. Tous deux soutiennent désormais ce dernier, leur « deuxième choix », au second tour.

## 4 PROFIL BAS À GAUCHE

Question primaires, le tour de la gauche arrive vite. Dans une incertitude et un contexte qui laissent peu de place à la fanfaronnade. Michel Potelet, élu de Ribemont, ne souhaite carrément pas commenter. Jean-Luc Lanouilh, représentant du Front de gauche, et donc de Mélenchon, apprécie la participation de 4 millions d'électeurs. « Fillon a connu une flambée électorale inédite », estime le professeur d'Histoire, qui ne cache pas son inquiétude quant au pro-

gramme ultralibéral défendu par l'ancien Premier ministre.

La primaire à gauche ? « Avec Macron, Mélenchon et Hollande, on aura trois candidats pour se partager quoi ? 30% ? Ça ne fait pas beaucoup. Le risque est très grand de ne pas être au second tour. »

## 5 LE FN ATTEND SON HEURE

Au Front national, 4 millions d'électeurs ou pas, on se délecte de ce virage des primaires. « Ce n'est pas l'esprit de la V<sup>e</sup> République, dénonce Franck Briffaut, le maire de Villers-Cotterêts. On est en train de singer les Américains. À ce moment-là, qu'on change carrément la constitution. »

Le chef de file du parti de Marine Le Pen dans l'Aisne voit dans l'empoignade entre membres d'un même parti « la démonstration que tout ça c'est du pareil au même ». « Après le 2<sup>e</sup> tour, ils vont nous faire croire qu'ils sont rabibochés », raille-t-il, attendant la primaire de la gauche avec le même sens de la dérision.

ERIC JONNEAU

# Débat d'orientation budgétaire : les impôts locaux ne bougeront pas

Les élus municipaux n'auront guère été longs sur le sujet, mais ils ont débattu du projet de budget primitif 2017 ce lundi soir, évoquant les investissements à venir.

■ Le débat d'orientation budgétaire de ce lundi soir ne rentrera pas dans les annales de la Ville. Assez rapidement discuté et peu, finalement, débattu. Pour le premier exercice en la matière de Frédérique Macarez – en tant que maire –, l'opposition n'est pas montée au créneau.

Le premier magistrat a rappelé en préambule « un contexte national difficile pour les collectivités ». En cause notamment : une baisse de la dotation globale de fonctionnement (DGF) de l'État entre 2013 et 2016 s'élevant à 3,6 millions d'euros. L'élue évoque aussi le « désengagement d'autres collectivités et partenaires ». Fidèle à ses précédentes positions, le premier magistrat a toutefois insisté sur « le choix » de ne pas augmenter les impôts locaux en 2017.

Sur ce dernier point, Olivier Tournay (PCF) ne manquera pas d'alpaguer Frédérique Macarez sur les hausses par le passé des taux de la taxe d'habitation et de la taxe foncière. Mais l'édile ne s'est pas prêtée au jeu de la bataille des chiffres, à laquelle était rompu Xavier Bertrand.

Sylvie Saillard (FN), elle, a préféré évoquer la possibilité de « baisser la taxe foncière » pour être « plus attractif ». Sans plus de succès : « Ceux qui disent qu'on peut baisser les impôts, c'est de la démagogie,



La municipalité, dans son projet de budget primitif 2017, prévoit 23,3 millions d'euros d'investissements. Photo Gaël HERISSE

coupe court l'édile. C'est absolument impossible. » La raison reviendrait aux règles des politiques publiques.

Le fond, lui, reste le même que ces dernières années. Si la municipalité a réduit de 3 % son budget de fonctionnement pour 2017, elle prévoit encore 23,3 millions d'euros d'investissement, avec en tête les projets de rénovation urbaine

(3,23 millions), l'aménagement du quai Gayant et du pont d'Isle (2,96 millions) et la requalification des quartiers anciens dégradés (1,75 million).

Toutefois, l'opposition s'est essayée à quelques propositions supplémentaires. Olivier Tournay s'interrogeant ainsi sur comment « améliorer l'accès aux médecins généralistes dans la ville » et propo-

sant des centres de santé, de gestion publique, au lieu des « maisons de santé privées ». « Bien sûr, c'est un sujet qui nous préoccupe, défend le maire. [Mais] par expérience, vous ne faites pas faire aux médecins ce qu'ils ne veulent pas faire. » Reste qu'un « contrat local de santé » serait en cours d'écriture en lien avec l'Agence régionale de santé (ARS).

M.FD.

# ALORS QUE L'AGGLO ARRIVE, HÉRÉDIA CIBLE BRONCHAIN

CHAUNY Vice-président à la communauté de communes de Chauny-Tergnier, Francis Hérédia dénonce une alliance Marcel Lalonde/Bernard Bronchain pour verrouiller la future entité.

**O**n en a parlé et reparti au fil d'épisodes parfois bien mouvementés, la communauté d'agglomération arrive, fusion de la communauté de communes de Chauny-Tergnier et de la communauté de commune des Villes d'Oyse. Vice-président de la CCCI présidée par Dominique Ignaszak, Francis Hérédia, par ailleurs sur les bancs de l'opposition (PC) au conseil municipal de Chauny, monte au créneau, se disant « très inquiet de la tournure que prend la construction de cette communauté d'agglomération, sur fond de marchandages et d'ambitions personnelles. »

**“C'est chez ceux qui ont su s'opposer aux injonctions du Préfet pour précipiter la création de la nouvelle entité qu'il faut trouver sa gouvernance”**

Francis Hérédia

« Bon appétit, messieurs ! » Ciblés, Marcel Lalonde, maire de Chauny, et Bernard Bronchain, patron du Pays chaunois. « On sait qu'il y a un rapprochement entre les ennemis d'hier. Si ce coup réussit, il vise à placer Bernard Bronchain président et Alban Delforge, poulain de Marcel Lalonde (adjoint aux finances en mairie de Chauny) premier vice-président. Je voudrais, moi, qu'on



Francis Hérédia estime qu'il y a dans le billet Lalonde/Bronchain moins de projet de gouvernance que de jeu de « sors de là que je m'y mette » !

sorte de ces tractations secrètes et peu ragoûtantes qui à mon sens hypothèquent déjà gravement le bon fonctionnement à terme de la communauté d'agglomération. » Il dénonce les rencontres organisées çà et là pour promettre des vice-présidences, organiser des « débauchages » afin de constituer une ma-

jonité anti-Ignaszak. « Des vice-présidents ont été approchés pour mettre un terme à la présidence Ignaszak alors qu'ils ont tout voté, approuvé à 100 % la politique menée. » Francis Hérédia refuse de voir s'installer au niveau de la communauté d'agglomération un système autoritaire comme à ses

yeux Marcel Lalonde « sait faire ». Il veut mettre en avant un autre état d'esprit et d'autres personnes : « C'est chez ceux qui ont su s'opposer aux injonctions du Préfet qui voulait précipiter la création de la nouvelle entité qu'il faut trouver sa gouvernance, alors que Marcel Lalonde fut en tête de ceux qui ont capitulé,

voyant avant tout l'opportunité d'une redistribution des cartes ! »

#### TOUS CEUX QU'ON VEUT VIRER

Bernard Bronchain est pour lui l'homme du revirement, qui avait signé un accord entre élus ternois et élus ruraux. « Ce qui me heurte, c'est qu'on ranime la guerre urbains/ruraux pour l'ambition de quelques-uns. On ne peut pas réussir cette fusion en ne pensant qu'à virer ceux qui ont eu les dossiers en mains, ce n'est pas la bonne façon de travailler. Je ne doute d'ailleurs pas qu'il y a dans ces transactions l'exigence de Marcel Lalonde à Bernard Bronchain d'avoir les trois vice-présidents chaunois issus de sa majorité, en m'effaçant, moi, Gilbert Brassart et Josiane Guffroy. » Il aurait pu conclure : « Tout se fait par intrigue et rien par loyauté, » en signant Francis Héryublas. ■ FRANCIS FÉNEC

#### POUR BERNARD BRONCHAIN, LA VÉRITÉ EST AILLEURS...

Président du syndicat mixte du Pays chaunois, Bernard Bronchain s'en tient d'abord à une réponse aussi courte qu'évasive, « La vérité n'est pas là », avant de développer : « La démarche engagée n'est pas celle présentée par Francis Hérédia ».

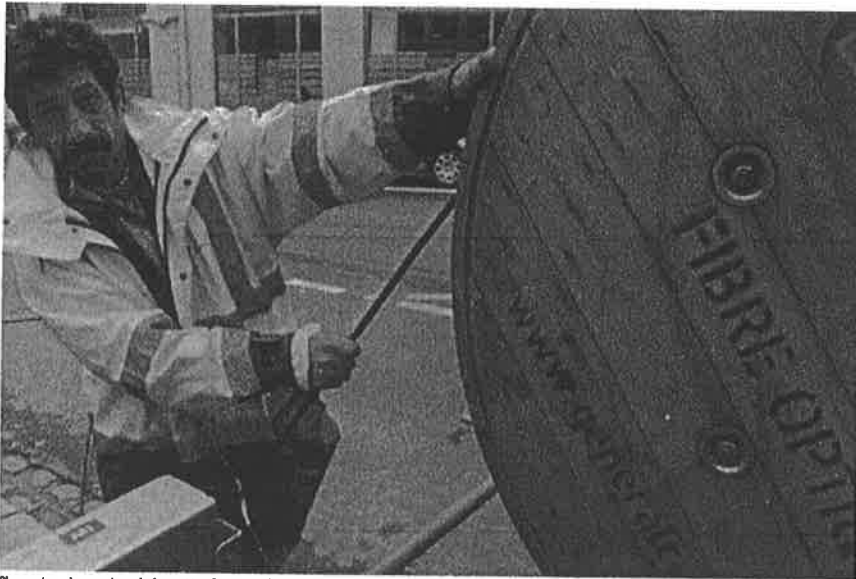
Il évoque alors une volonté de rassemblement plus large que ce que dénonce Francis Hérédia. « Il se trompe en prenant des raccourcis. Comme d'habitude avec lui, le schéma est réducteur, ce que l'on constatera prochainement... »

# QUESTION FIBRE, À CHAQUE SOCIÉTÉ SON OPTIQUE

**LAON** Le déploiement de la fibre sera bientôt terminé à Champagne, Vaux et Moulin Roux. Ailleurs, il faudra patienter. Pourtant, le très haut débit n'est pas qu'une question de temps.

## L'ESSENTIEL

- **La première phase** du maillage du territoire de la communauté d'agglomération en fibre optique est bientôt achevée.
- **Il comporte cinq phases.** La première concerne Laon et les quartiers Champagne, Moulin Roux et Vaux.
- **C'est la société Orange** qui déploie le réseau. Les kilomètres de fibres sont tirés par la société portugaise Constructel.
- **Le raccordement** des particuliers est visé. Les entreprises peuvent s'équiper. À grands frais.



Chaque jour, les ouvriers de la société Constructel tirent environ 1 000 mètres de fibre. Y.K.

Le déploiement de la fibre optique dans le département, et a fortiori à Laon et dans le Laonnais, n'est pas un sujet consensuel. Pourquoi ? Parce que tous les territoires ne sont pas au même niveau d'équipement. C'est ainsi depuis que l'autorité de régulation des télécommunications, pour faire court l'État, a délimité en 2010 les zones a priori peu rentables sur lesquelles, pour accélérer les travaux, des fonds publics pouvaient être investis (en l'occurrence par l'Useda donc les communes membres et le Département) et d'autres secteurs, plus urbains, sur lesquels les privés pouvaient seuls financer les chantiers. C'est le cas à Soissons, à Saint-Quentin et sa communauté et, donc, à Laon et les 37 communes du Pays de Laon.

Chez nous donc, c'est l'opérateur historique Orange qui est à la manœuvre.

### UN CADEAU POUR NOËL

Et ça avance ? « Ça a pris un peu de retard parce que les interlocuteurs qui supervisent ces travaux sont les mêmes partout sur le territoire », résume un collaborateur de la communauté d'agglomération.

A priori, rien de dramatique. La première des cinq phases du déploiement de la fibre est quasi terminée. Constructel, le prestataire choisi par Orange, tire encore quelques centaines de mètres de câbles boulevard de Lyon mais le 20 décembre, la commercialisation du réseau dans les quartiers Champagne, de Vaux et Moulin Roux va pouvoir commencer. « On devrait avoir les premiers clients pour cet

été », signale Gauthier Bezeau, chez Orange. Il ne suffit pas d'avoir la fibre devant sa porte pour se raccorder. Un opérateur agréé doit encore poser ses équipements. Pas à égalité les territoires, et on le constate si on lorgne du côté de Chauny et Tergnier. Là, c'est l'Useda qui a piloté le déploiement de la fibre avec le concours de la société Axione et TNHD. Tout est terminé.

Un premier opérateur (Ozone) s'est déclaré candidat à la commercialisation des 6 100 raccordements éligibles. D'autres attendent embusqués, stratégie marketing oblige. Ici, très bientôt, les particuliers vont pouvoir bénéficier de débits trente fois supérieurs au meilleur ADSL. Les particuliers mais également les établissements scolaires et les entreprises.

**« Investir 100 et gagner 1 000, c'est toute une stratégie. Ils prennent la crème »**

Un concurrent d'Orange

On en est très loin, à Laon ou Chambry. Daunat, Noiroit, Crown, Slam Métallerie ne pourraient aujourd'hui disposer de la fibre qu'en finançant les travaux sur fonds propres. Trop lourd.

Même chose à Bruyères-et-Monhérault, où 123 Roulement sur le départ pour Valenciennes (nos précédentes éditions), n'a pu accueillir une offre trop onéreuse. À Laon, ce sont les quartiers HLM, donc à forte densité de population (4 000 foyers pour la phase 1) qui pourront être d'abord équipés.

Une manière de rentabiliser rapidement les travaux ? On le réfute fermement chez Orange. « Investir 100 et gagner 1 000, c'est une stratégie. Ils prennent la crème », glisse un concurrent. Un peu jaloux ? ■

YVES KLEIN



AISNE

le 22/11

## **Olivier Jacob nouveau président de la chambre de commerce**

Lors de sa séance d'installation, hier à Saint-Quentin, le bureau de la CCI de l'Aisne a été désigné. Le président est,

sans surprise, Olivier Jacob, tête de la liste Medef, victorieuse des élections qui se sont déroulées du 20 octobre au 2 novembre. Dirigeant de MJ Conditionnement, à Hartennes-et-Taux, entre Soissons et Château-Thierry, M. Jacob succède à Charles Ribe. Le premier vice-président est Dominique Fernande (catégorie services), le deuxième vice-président est Alain Berdal (catégorie commerce). Le trésorier est Gérard Choquet, son adjoint Thierry Hennequart. La secrétaire est Martine Colvez, son adjoint, Jean-Paul Rabout. Il y a quatorze femmes dans la nouvelle assemblée élue pour 5 ans, soit près de 35 % du nombre total des membres. La nouvelle mandature est « *placée sous le signe des transformations digitales, énergétiques, entrepreneuriales* », fait savoir la CCI de l'Aisne.